



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Contact : Alain Pronost, directeur financier groupe  
Tél. : + 33 (0)6 62 60 56 51

### GLOBAL GRAPHICS : RESULTATS DU DEUXIEME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE 2010

**Pompey (France), le 29 juillet 2010** - GLOBAL GRAPHICS SA (NYSE-Euronext : GLOG), groupe à l'expertise reconnue dans le développement de solutions performantes pour la gestion de documents électroniques et l'impression numérique, a annoncé ses résultats pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2010.

La comparaison des chiffres-clés du deuxième trimestre 2010 avec ceux du deuxième trimestre 2009 met en exergue les éléments suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé de 2,2 millions d'euros ce trimestre, contre 2,6 millions d'euros au deuxième trimestre 2009,
- une perte opérationnelle de 1,2 millions d'euros ce trimestre, contre une perte opérationnelle de 0,1 million d'euros au deuxième trimestre 2009,
- une perte opérationnelle retraitée de 0,7 million d'euros ce trimestre, contre une perte opérationnelle retraitée de 0,2 million d'euros au deuxième trimestre 2009,
- un résultat avant impôt retraité négatif de 0,8 million d'euros ce trimestre (soit une perte de € 0,08 par action), contre un résultat avant impôt retraité négatif de 0,4 million d'euros (soit une perte de € 0,04 par action) au deuxième trimestre 2009,
- une perte nette de 1,5 millions d'euros ce trimestre (soit une perte nette de € 0,14 par action) ce trimestre, contre une perte nette de 0,5 million d'euros au deuxième trimestre 2009 (soit une perte nette de € 0,05 par action),
- une perte nette retraitée de 1,0 millions d'euros ce trimestre (soit une perte nette retraitée de € 0,10 par action), contre une perte nette retraitée de 0,6 million d'euros au deuxième trimestre 2009 (soit une perte nette retraitée de € 0,06 par action).

Gary Fry, directeur général de Global Graphics, a commenté ces chiffres comme suit : "Il est certain que la réorganisation qui a été mise en œuvre en avril dernier a pesé sur nos résultats du deuxième trimestre et des six premiers mois de l'exercice 2010. Cette réorganisation a été conduite avec succès et nous permet de disposer d'une base de coûts réduite, qui est compatible avec le niveau de chiffre d'affaires attendu des clients existants. Je suis très fier de la manière dont le Groupe comme nos partenaires ont su embrasser ce changement et je suis convaincu que nous sommes désormais plus forts et plus agiles."

"Nous recevons habituellement au deuxième trimestre une importante commande de licences d'un client, qui, cette année, ne nous pas adressé sa commande au cours de cette période puisqu'il dispose d'un stock de licences suffisant pour couvrir son besoin au titre du trimestre en cours.

L'absence de cette commande est la principale raison de la baisse du chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel eDoc ce trimestre par rapport au deuxième trimestre 2009."

"C'est avec une très grande satisfaction que j'ai pu conclure et annoncer au mois de mai dernier un nouveau contrat de partenariat avec HP pour les cinq prochaines années. HP a été un partenaire formidable pour le groupe Global Graphics depuis de nombreuses années et notre relation n'a jamais été plus fructueuse. Nous avons également vu croître l'activité générée par le RIP Jaws dans le domaine de l'impression très grand format."

"Au cours du deuxième trimestre, nous avons lancé la version 2.5 de gDoc Fusion qui comprend des améliorations importantes qui avaient été réclamées par les premiers adoptants de cette application. Nos ventes en ligne restent faibles, mais augmentent mois après mois. Nos ventes auprès des utilisateurs professionnels sont en progrès, en témoigne, entre autres contrats, la conclusion de corporate license plans avec des clients comme la United States General Services Administration (l'agence chargée des achats des autorités fédérales américaines), ou avec le Home Office au Royaume Uni (au travers de Fujitsu). Nous avons également commencé à proposer des offres groupées avec Mindjet et Quark depuis la fin du deuxième trimestre."

### **Résultats du deuxième trimestre 2010**

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 2,2 millions d'euros ce trimestre, contre 2,6 millions d'euros au deuxième trimestre 2009, soit une baisse de 17,4% à taux de change courants et de 23,1% à taux de change constants.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 3,3 millions d'euros ce trimestre, contre 2,6 millions d'euros au deuxième trimestre 2009, et 3,0 millions d'euros au premier trimestre de l'exercice en cours. Les charges exposées au deuxième trimestre 2010 incluent des éléments non récurrents pour un montant total de 0,5 million d'euros, dont 0,4 million d'euros au titre des frais exposés lors de la restructuration mise en œuvre au mois d'avril dernier, et 0,1 million d'euros au titre de la dépréciation de certains comptes clients devenus douteux.

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle de 1,2 millions d'euros ce trimestre (soit une perte équivalente à 54,6% des ventes ce trimestre), contre une perte opérationnelle de 0,1 million d'euros au deuxième trimestre 2009, où cette perte était équivalente à 2,6% des ventes de ce trimestre.

Le Groupe a dégagé un résultat d'exploitation retraité, ou EBITA, tel que défini dans un tableau ci-après, négatif de 0,7 million d'euros ce trimestre, contre une perte opérationnelle de 0,2 million d'euros au deuxième trimestre 2009. Par suite, la marge opérationnelle retraitée est négative, et équivalente à 33,4% des ventes ce trimestre, contre une marge négative, équivalente à 8,1% des ventes, au deuxième trimestre 2009.

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôt retraité, tel que défini dans un tableau ci-après, négatif de 0,8 million d'euros ce trimestre, contre un résultat avant impôt retraité négatif de 0,4 million d'euros au deuxième trimestre 2009, conduisant à une perte avant impôt retraitée égale à € 0,08 par action ce trimestre, contre une perte avant impôt retraitée égale à € 0,04 par action au deuxième trimestre 2009.

Le Groupe a dégagé une perte nette de 1,5 millions d'euros ce trimestre (soit une perte nette égale à € 0,14 par action), contre une perte nette de 0,5 million d'euros ce trimestre (soit une perte nette égale à € 0,05 par action) au deuxième trimestre 2009.

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée (telle que définie dans un tableau ci-après) de 1,0 millions d'euros ce trimestre (soit une perte nette retraitée de € 0,10 par action), contre une perte nette retraitée de 0,6 million d'euros au deuxième trimestre 2009 (soit une perte nette retraitée de € 0,06 par action).

### **Résultats du premier semestre 2010**

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 4,2 millions d'euros au premier semestre 2010, contre 5,3 millions d'euros au premier semestre 2009, soit un repli de 21,2% à taux de change courants et de 22,2% à taux de change constants.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 6,3 millions d'euros au premier semestre 2010, contre 5,3 millions d'euros au premier semestre 2009. Les charges exposées au premier semestre 2010 incluent des éléments non récurrents pour un montant total de 0,5 million d'euros, dont 0,4 million d'euros au titre des frais exposés lors de la restructuration mise en œuvre au mois d'avril dernier, et 0,1 million d'euros au titre de la dépréciation de certains comptes clients devenus douteux

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle de 2,3 millions d'euros au premier semestre 2010 (soit une perte équivalente à 54,6% des ventes de la période), contre une perte opérationnelle de 0,2 million d'euros au premier semestre 2009, où cette perte était équivalente à 3,7% des ventes de cette période.

Le Groupe a dégagé un résultat d'exploitation retraité, ou EBITA, tel que défini dans un tableau ci-après, négatif de 1,8 millions d'euros au premier semestre 2010, contre un résultat d'exploitation retraité négatif de 0,5 million d'euros au premier semestre 2009. Par suite, la marge opérationnelle retraitée est négative et équivalente à 43,0% des ventes réalisées au premier semestre 2010, contre une marge opérationnelle retraitée négative et équivalente à 8,7% des ventes réalisées au premier semestre 2009.

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôt retraité, tel que défini dans un tableau ci-après, négatif de 2,1 millions d'euros au premier semestre 2010, contre un résultat avant impôt retraité négatif de 0,6 million d'euros au premier semestre 2009, conduisant à une perte avant impôt retraitée égale à € 0,20 par action au titre des six premiers mois de 2010, contre une perte avant impôt retraitée égale à € 0,06 par action au titre des six premiers mois de 2009.

Le Groupe a dégagé une perte nette de 2,7 millions d'euros au premier semestre 2010 (soit une perte nette de € 0,26 par action au titre des six premiers mois de 2010), contre une perte nette de 0,6 million d'euros au premier semestre 2009 (soit une perte nette de € 0,06 par action au titre des six premiers mois de 2009).

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée (telle que définie dans un tableau ci-après) de 2,2 millions d'euros au premier semestre 2010 (soit une perte nette retraitée de € 0,22 par action au titre des six premiers mois de 2010), contre une perte nette retraitée de 0,8 million d'euros au premier semestre 2009 (soit une perte nette retraitée de € 0,08 par action au titre des six premiers mois de 2009).

### **Commentaires sur les perspectives pour le reste de l'exercice 2010**

Monsieur Gary Fry a poursuivi comme suit : "Notre stratégie est claire : nous nous imposerons et ferons croître nos ventes dans les différents segments de marché sur lesquels nous avons décidé d'investir, l'impression commerciale (production printing), l'impression professionnelle (office printing) et les applications de gestion de documents électroniques (knowledge worker applications).

Nous avons réorganisé le Groupe pour le rendre plus en phase au plan financier avec les conditions de marché, et également pour être en mesure de disposer des compétences requises dans tous nos segments de marché, et avons pour ce faire recruté les talents nécessaires, qui vont nous permettre de mettre en œuvre notre plan stratégique. Il est clair que les conditions macro-économiques ne nous ont guère été favorables au cours des douze derniers mois, mais nous avons désormais achevé de faire les changements requis pour nous adapter à ce nouvel environnement.

Nous observons des signes tout à fait encourageants d'adoption de nos technologies dans nos nouveaux segments de marché, et de rebond de l'activité dans notre segment traditionnel. Nous avons travaillé sans relâche pour nous assurer que nos clients grands comptes restent concurrentiels parce que disposant d'une technologie de pointe, et continuerons à œuvrer dans ce sens à l'avenir. Nous avons conclu des partenariats tout à fait intéressants qui doivent permettre une adoption plus large et plus rapide tant de nos technologies d'embedded printing que de nos applications gDoc. Je prévois que cette évolution se traduise positivement au cours des deux prochains trimestres."

### **Conférence téléphonique sur les résultats du deuxième trimestre 2010**

Global Graphics organise aujourd'hui à 10 heures CET une conférence téléphonique sur les résultats du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010.

Les personnes voulant y prendre part doivent composer le +44(0) 207 162 0177 et indiquer "reference number 871 834, Global Graphics quarterly results conference call" à l'opératrice.

Il sera possible de réécouter cette conférence au cours des sept jours ouvrés qui suivront en composant, soit le + 44 (0)207 031 4064, soit le numéro vert 0800 358 1867 (accessible uniquement depuis le Royaume Uni), puis le code d'accès 871 834.

### **Annonce des résultats du troisième trimestre 2010**

Global Graphics prévoit d'annoncer les résultats consolidés du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2010 le mercredi 20 octobre 2010 avant l'ouverture du marché.

### **A propos de Global Graphics**

Global Graphics ([www.globalgraphics.com](http://www.globalgraphics.com)) est un groupe leader dans le développement et la commercialisation de solutions logicielles répondant aux besoins des secteurs de l'impression numérique et de l'impression de la couleur, et en matière de gestion de documents électroniques. Le Groupe commercialise ses solutions aux acteurs des marchés des arts graphiques et de l'impression de la couleur, de l'impression numérique, des applications logicielles professionnelles et du knowledge worker. Le Groupe compte parmi ses clients les plus grands fabricants mondiaux de systèmes pré-presses numériques, d'imprimantes couleur grand format, de systèmes d'épreuves couleur, de copieurs et d'imprimantes pour les marchés professionnels, des grandes entreprises ou des PME, ainsi que pour l'usage privé ou en libéral, ainsi qu'une grande variété de sociétés de développement logiciel.

### **Précisions sur les affirmations à caractère prévisionnel (forward-looking statements)**

*Ce communiqué de presse contient, en plus d'informations historiques, des affirmations à caractère prévisionnel qui sont fondées sur des hypothèses, qui impliquent la prise en compte de certains risques ainsi que d'incertitudes. Ces affirmations à caractère prévisionnel englobent aussi bien des affirmations relatives à la croissance et aux projets d'expansion du Groupe que des affirmations sur des résultats prévus pour des périodes futures. De telles affirmations sont basées sur les prévisions actuelles de la direction du Groupe et sont sujettes à un certain nombre d'aléas quant à leur réalisation, qui, s'ils devaient se concrétiser, pourraient conduire à ce que les résultats réels s'avèrent être significativement différents de ceux énoncés dans les présentes affirmations à caractère prévisionnel.*

*Bien que la direction du Groupe estime que les prévisions reflétées dans lesdites affirmations sont raisonnables compte tenu des informations à sa disposition, elle ne peut garantir à quiconque que ces prévisions s'avéreront finalement exactes. En conséquence, aucun tiers ne devrait accorder une importance exagérée et hors de propos à ces affirmations.*

*En toute hypothèse, ces affirmations à caractère prévisionnel n'ont de valeur qu'à la date du présent communiqué de presse. Le Groupe n'a d'obligation, ni de revoir, ni d'amender ces affirmations sur la base d'informations postérieures à la date de publication du présent communiqué de presse, du fait d'informations nouvelles, ou de survenance d'événements non prévus à la présente date.*

GROUPE GLOBAL GRAPHICS  
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE  
PERIODE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2010 AU 30 JUIN 2010

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Global Graphics SA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 2d qui expose les informations sur la situation financière du groupe au regard de la continuité de l'exploitation,
- les jugements et estimations significatifs retenus par la direction en ce qui concerne les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels (notes 4a i et 4a ii) et les actifs d'impôt différé (notes 4c et 7b).

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Schiltigheim et Nancy, le 28 juillet 2010

KPMG Audit  
Département de KPMG SA

Pascal Maire  
Associé

SECEF

Philippe Gibello  
Associé

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE RESUME DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE

Exprimé en milliers d'euros, hormis les résultats par action exprimés en euros

	Deuxième trimestre 2010 Chiffres ni revus, ni audités	Deuxième trimestre 2009 Chiffres ni revus, ni audités	Premier semestre 2010 Chiffres non audités	Premier semestre 2009 Chiffres non audités
Chiffre d'affaires consolidé	2 181	2 642	4 205	5 339
Coût des ventes	(91)	(99)	(204)	(192)
MARGE BRUTE	2 090	2 543	4 001	5 147
Frais commerciaux et généraux	(1 681)	(1 420)	(3 292)	(2 890)
Frais de recherche-développement	(1 599)	(1 192)	(3 003)	(2 453)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(1 190)	(69)	(2 294)	(196)
Produits d'intérêts (note 6)	3	2	6	11
Charges d'intérêts (note 6)	0	0	0	0
Gains nets (pertes nettes) de change	(88)	(211)	(225)	(122)
RESULTAT AVANT IMPOT	(1 275)	(278)	(2 513)	(307)
Charge d'impôt (note 7)	(186)	(208)	(143)	(320)
RESULTAT NET	(1 461)	(486)	(2 656)	(627)
RESULTATS PAR ACTION (note 8)				
Résultat par action	(0,14)	(0,05)	(0,26)	(0,06)
Résultat dilué par action	(0,14)	(0,05)	(0,26)	(0,06)

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

ETAT RESUME DU RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE

Exprimé en milliers d'euros

	Deuxième trimestre 2010 Chiffres ni revus, ni audités	Deuxième trimestre 2009 Chiffres ni revus, ni audités	Premier semestre 2010 Chiffres non audités	Premier semestre 2009 Chiffres non audités
Résultat net de la période	(1 461)	(486)	(2 656)	(627)
Ecartés nés de la conversion des comptes des filiales étrangères	1 347	1 168	1 703	1 983
Total des autres éléments (nets d'impôt) du résultat global	1 347	1 168	1 703	1 983
Résultat global total de la période	(114)	682	(953)	1 356

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010.



GROUPE GLOBAL GRAPHICS

ETAT RESUME DE LA SITUATION FINANCIERE AU TERME DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE

Exprimé en milliers d'euros	30 juin 2010	31 décembre 2009
	Chiffres non audités	
<b>ACTIFS</b>		
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		
Immobilisations corporelles	659	560
Immobilisations incorporelles	5 247	4 754
Ecarts d'acquisition	7 037	6 351
Actifs financiers	151	130
Actifs nets d'impôt différé (note 4c)	663	807
<b>TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>13 757</b>	<b>12 602</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>		
Stocks et en-cours	29	45
Créances clients	2 452	2 242
Créances d'impôt courant	31	26
Autres créances	148	114
Charges constatées d'avance	740	579
Disponibilités	1 070	3 144
<b>TOTAL DES ACTIFS COURANTS</b>	<b>4 470</b>	<b>6 150</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>18 227</b>	<b>18 752</b>
<b>CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES ET PASSIFS</b>		
<b>CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES</b>		
Capital (note 9a)	4 116	4 116
Primes d'émission (note 9b)	28 785	28 829
Réserve liée aux paiements fondés sur des actions	2 918	2 853
Réserve liée aux rachats d'actions propres (note 10)	(1 221)	(1 246)
Réserves consolidées	(8 698)	(6 042)
Ecarts de conversion	(10 441)	(12 144)
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES</b>	<b>15 459</b>	<b>16 366</b>
<b>PASSIFS</b>		
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		
Autres passifs non courants	2	2
<b>TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>		
Dettes fournisseurs	565	337
Dettes d'impôt courant	18	14
Autres dettes	945	679
Avances reçues et produits constatés d'avance	1 238	1 354
<b>TOTAL DES PASSIFS COURANTS</b>	<b>2 766</b>	<b>2 384</b>
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>	<b>2 768</b>	<b>2 386</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES ET DES PASSIFS</b>	<b>18 227</b>	<b>18 752</b>

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010.

Les chiffres au 31 décembre 2009 sont extraits des états financiers consolidés pour l'exercice clos à cette même date, qui ont été audités.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

TABLEAU RESUME DES FLUX DE TRESORERIE DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE

Exprimé en milliers d'euros

Chiffres non audités	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>		
Résultat avant impôt	(2 513)	(307)
Elimination des charges et produits liés aux activités opérationnelles sans incidence sur la trésorerie :		
- Amort. des immobilisations corporelles	122	146
- Amort. des autres immobilisations incorporelles	34	35
- Amort. des frais de développement portés à l'actif	444	333
- Coût des paiements fondés sur des actions (note 4d)	65	50
- Charges (produits) d'intérêts (note 6)	(6)	(11)
- Ecart de change comptabilisés en résultat (note 6)	225	122
Charges imputées sur les primes d'émission (note 9b)	(19)	(1)
Ecart de change non comptabilisés en résultat	(211)	(105)
Autres éléments	(4)	(55)
Variation des créances et dettes :		
- Stocks et en-cours	16	10
- Créances clients	(210)	447
- Créances d'impôt courant	(5)	7
- Autres créances	(34)	56
- Charges constatées d'avance	(161)	(162)
- Dettes fournisseurs	228	51
- Dettes d'impôt courant	4	67
- Autres dettes	266	186
- Avances reçues et produits constatés d'avance	(116)	(253)
Montant reçu dans la période au titre des intérêts	6	11
Montant versé dans la période au titre des intérêts	0	0
Montant reçu (versé) dans la période au titre des impôts	41	(27)
<b>TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>(1 828)</b>	<b>600</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(156)	(116)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(58)	(41)
Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(416)	(682)
<b>TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(630)</b>	<b>(839)</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>		
Rachats d'actions propres (note 10)	0	0
<b>TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE SUR LA PERIODE</b>	<b>(2 458)</b>	<b>(239)</b>
<b>TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER</b>	<b>3 144</b>	<b>4 482</b>
<b>EFFET DES VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER</b>	<b>384</b>	<b>312</b>
<b>TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 30 JUIN</b>	<b>1 070</b>	<b>4 555</b>

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

ETAT RESUME DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE

Exprimé en milliers d'euros

Chiffres non audités	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009
Capitaux propres consolidés au 1er janvier	16 366	16 770
Résultat global total de la période intermédiaire	(953)	1 356
Effet des plans fondés sur des actions au cours de la période :		
- Coûts des paiements fondés sur des actions (note 4d)	65	50
- Frais imputés sur le compte Primes d'émission (note 9b)	(44)	(1)
Effet total des plans fondés sur des actions au cours de la période	21	49
Transactions relatives aux actions propres auto-détenues		
- Rachats d'actions propres (note 10a)	0	0
- Attribution gratuite d'actions auto-détenues (note 10b)	25	0
Total des transactions relatives aux actions propres	25	0
Capitaux propres consolidés au 30 juin	15 459	18 175

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS  
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES INTERMEDIAIRES  
DU DEUXIEME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2010

NOTE 1 : ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES INTERMEDIAIRES  
Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010 comprennent Global Graphics SA, société de droit français (ci-après la "Société"), et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme le "Groupe".

Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été arrêtés par le conseil d'administration de la Société le 28 juillet 2010.

NOTE 2 : MODALITES DE PREPARATION DE CES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

(a) Attestation de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés en conformité à IAS 34, Information Financière Intermédiaire, et, plus généralement, aux principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et aux interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptés par l'Union européenne.

Dans la mesure où elles ont été rédigées dans la perspective de leur inclusion dans le communiqué de presse afférent aux résultats trimestriels du Groupe, les notes annexes aux présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comportent pas l'ensemble des informations dont la communication est obligatoire en fin d'exercice : il est donc nécessaire d'analyser le contenu de ces notes en effectuant concomitamment une revue du contenu des notes de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

(b) Modalités d'évaluation utilisées

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon la règle du coût historique. Les instruments dérivés ont été réévalués à leur juste valeur, la variation correspondante étant comptabilisée en résultat.

Les actifs immobilisés sont indiqués pour leur valeur nette comptable ou, si elle est inférieure, à leur juste valeur minorée des éventuels coûts de cession de ces actifs.

Les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur lors de l'établissement des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, telles qu'indiquées en note 4 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

(c) Devises de fonctionnement et de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentés en euros, qui est également la devise de fonctionnement de la Société, l'arrondi se faisant au millier le plus proche.

(d) Continuité d'exploitation

Au 30 juin 2010, le Groupe n'avait pas de dettes financières et disposait d'une trésorerie nette de 1 070 (3 144 au 31 décembre 2009).

A la date d'arrêt des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, en dépit du montant significatif de trésorerie utilisé par le Groupe au premier semestre 2010, et après avoir revu les prévisions de trésorerie pour la période de 12 mois courant jusqu'au 30 juin 2011 préparées par la direction du Groupe, les membres du conseil d'administration de la Société

considèrent qu'il n'existe pas d'incertitudes significatives susceptibles de les amener à penser que la continuité du Groupe puisse être compromise, en raison notamment de la baisse du niveau des charges opérationnelles consécutif à la mise en œuvre du plan de restructuration du Groupe en avril 2010, qui s'est traduit par des coûts de licenciements d'un total de 382 (cf. note 5 ci-après).

#### NOTE 3 : METHODES ET REGLES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles retenues pour la préparation des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, telles qu'indiquées à la note 3 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

#### NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

La préparation des états financiers selon les normes comptables internationales oblige la direction du Groupe à faire certaines estimations comptables qui peuvent avoir un impact significatif sur les comptes consolidés.

Elle requiert également de la part de la direction du Groupe un discernement dans la mise en œuvre des règles et méthodes comptables retenues par le Groupe, et de recourir à des estimations et des hypothèses pour la détermination de certains montants indiqués tant à l'actif qu'au passif du bilan consolidé, ainsi qu'en produits ou en charges au compte de résultat consolidé.

Ces estimations et hypothèses sont basées sur des données historiques et divers facteurs jugés pertinents lors de la prise de décision : elles vont servir de bases à l'évaluation des postes d'actif et de passif dont le montant ne peut être obtenu directement d'une autre manière. Il est tout à fait possible que les résultats réels futurs divergent de ceux estimés.

Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent font l'objet d'une revue régulière par la direction du Groupe. Toute révision des estimations comptables affecte le résultat de la période dans laquelle cette révision intervient si cette révision n'affecte que cette seule période, mais également les périodes futures si cela s'avère nécessaire.

Les principales estimations faites par la direction du Groupe dans l'application des principes comptables internationaux qui ont un effet significatif sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010, de même que les hypothèses et les estimations susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des comptes consolidés au cours des douze mois à venir, sont indiquées ci-après.

(a) Perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels

(i) Ecart d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie infinie

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels font l'objet d'une revue, pratiquée au moins une fois l'an, ou plus fréquemment s'il existe des événements ou des changements de circonstances pouvant laisser penser qu'il y a lieu de constater et de comptabiliser une perte de valeur de ces actifs, notamment un recul des résultats opérationnels passés ou prévus et un repli des projections de flux de trésorerie futurs. Si les prévisions de résultats opérationnels futurs du Groupe ou tout autre événement devaient amener la direction du Groupe à devoir constater une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels, le Groupe pourrait être contraint de devoir constater une charge d'un montant qui pourrait être significatif au titre de la période durant laquelle cette perte de valeur serait identifiée, ce qui ne manquerait pas d'avoir un impact défavorable sur les résultats du Groupe.

IAS 34 requiert qu'à chaque date d'arrêté intermédiaire soient mis en œuvre des tests permettant de déterminer s'il y a lieu de constater et de comptabiliser une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels à durée de vie infinie ou, le cas échéant, de reprendre une écriture constatée à ce titre au cours de périodes ou d'exercices antérieurs, ces tests devant être conduits d'une manière similaire aux tests de même nature qui sont obligatoirement menés en fin d'exercice. Toutefois, au 30 juin 2010, en application du paragraphe 36 de l'annexe B d'IAS 34, le Groupe n'a pas réalisé de tests détaillés de recherche d'une éventuelle perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels à durée de vie infinie, comme cela avait été le cas au 31 décembre 2009, mais s'est attaché à identifier les éventuels indicateurs révélant l'existence d'une telle perte de valeur depuis le début de l'exercice en cours. Suite à cette revue, aucune charge n'a été comptabilisée au titre d'une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels à durée de vie infinie dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires du deuxième trimestre et du premier trimestre de l'exercice 2010.

(ii) Actifs incorporels donnant lieu à amortissement

Les actifs incorporels qui donnent lieu à amortissement (lesquels comprennent notamment les frais de développement de programmes informatiques portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée en application d'IAS 38, Actifs Incorporels) font l'objet de tests de dépréciation dès qu'il existe une indication ou un changement d'estimation comptable pouvant laisser penser que ces actifs ont subi une perte de valeur.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel Print

Les actifs incorporels comptabilisés au titre segment opérationnel Print (cf. note 11d ci-après) ont pour origine les frais exposés au titre de deux projets de développement (relatifs aux RIP Harlequin et Jaws), dont la direction du Groupe considère qu'ils remplissent les critères visés aux paragraphes 57 à 62 d'IAS 38 pour être portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée (cf. note 4b ci-après).

En l'absence de tout changement significatif au premier semestre 2010 dans les hypothèses utilisées au 31 décembre 2009 pour mener les tests permettant de déterminer la nécessité ou non de déprécier ces actifs incorporels, et l'absence de toute dépréciation constatée au titre de ces actifs incorporels à cette dernière date, la direction du Groupe a estimé qu'aucune dépréciation ne devait être constatée au titre de ces actifs incorporels au titre du premier semestre de l'exercice 2010.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc

Les actifs incorporels comptabilisés au titre segment opérationnel eDoc (cf. note 11d ci-après) ont pour origine les frais exposés au titre de deux projets de développement (EDL et applications gDoc), dont la direction du Groupe considère qu'ils remplissent les critères visés aux paragraphes 57 à 62 d'IAS 38 pour être portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée (cf. note 4b ci-après).

Au vu du niveau de ventes réalisées dans ce segment au titre du premier semestre de l'exercice 2010, qui a été inférieur à ses attentes, la direction du Groupe a estimé nécessaire de mener des tests détaillés de dépréciation au 30 juin 2010 pour déterminer s'il était ou non nécessaire de constater une dépréciation au titre de l'un ou l'autre des ces actifs incorporels au terme du premier semestre de l'exercice 2010. Pour mener ces tests à bien, la direction du Groupe a utilisé des prévisions de flux de trésorerie futurs, basées sur des prévisions de ventes sur la durée résiduelle d'amortissement des actifs incorporels considérés, lesquelles comprenaient, dans le cas des applications gDoc, des hypothèses de croissance significative des ventes de ces applications d'un exercice sur l'autre.

La direction du Groupe a pour projet de mener à nouveau de tels tests détaillés de dépréciation sur ces actifs au 31 décembre 2010 afin de déterminer s'il sera alors nécessaire de constater une dépréciation au titre de l'un ou l'autre des actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc.

EDL

Après avoir revu les prévisions de flux de trésorerie futurs attendus jusqu'au terme de la période d'amortissement de ce projet de développement (qui se termine fin août 2017), la direction du Groupe a estimé qu'il n'était pas nécessaire de constater une dépréciation au titre de cet actif incorporel au terme du premier semestre de l'exercice 2010.

Applications gDoc

Après avoir revu les prévisions de flux de trésorerie futurs attendus jusqu'au terme de la période d'amortissement de ce projet de développement (qui se termine mi-mai 2014), la direction du Groupe a estimé qu'il n'était pas nécessaire de constater une dépréciation au titre de cet actif incorporel au terme du premier semestre de l'exercice 2010.

Ces prévisions de flux de trésorerie futurs étaient basées sur des hypothèses de croissance significative des ventes des applications gDoc au titre des exercices 2011 à 2013, cohérentes avec les prévisions de la direction du Groupe quant à l'adoption de gDoc Fusion sur cette même période.

Si ces hypothèses devaient être revues à la baisse de manière significative au cours de périodes futures, le Groupe pourrait être amené à comptabiliser une dépréciation d'un montant qui pourrait être significatif au titre de la période durant laquelle interviendrait la révision de ces hypothèses, ce qui aurait un impact défavorable sur les résultats du Groupe.

(b) Activation des frais de développement de programmes informatiques

Comme indiqué à la note 3f de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, les coûts engagés pour améliorer ou corriger des programmes informatiques existants sont passés en charges au titre de la période durant laquelle ils sont encourus.

Sont portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée les coûts de développement qui, tout à la fois, conduisent directement au développement de programmes facilement identifiables et ayant un caractère novateur sur lesquels le Groupe détient des droits de propriété, peuvent être mesurés de manière fiable, et vont probablement générer des bénéfices économiques futurs au-delà des douze mois à venir. Ces coûts incluent exclusivement les salaires et charges sociales afférentes aux équipes de développement travaillant sur le projet considéré.

Les frais de développement de programmes informatiques qui sont ainsi portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée sont amortis selon le mode linéaire, à compter de la date à laquelle le projet de développement en question est considéré achevé, sur leur durée de vie estimée, qui n'excède pas dix années, la charge correspondante étant enregistrée dans la rubrique Frais de recherche-développement du compte de résultat consolidé.

(i) Activation des frais de développement réalisée au 30 juin 2010

Au 30 juin 2010, la direction du Groupe a considéré être en mesure d'apporter la preuve que les critères susvisés étaient remplis pour 4 projets de développement.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel Print

Les frais de développement qui ont donné lieu à constatation du premier actif incorporel comptabilisé au titre du segment opérationnel Print correspondent aux améliorations apportées au RIP Harlequin. Ils s'élevaient à une valeur, nette d'amortissements, de 3 066 au 30 juin 2010, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de respectivement 50 au

deuxième trimestre 2010, et de 96 au premier semestre 2010. Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison à divers clients de certains programmes d'interprétation de données depuis le début de l'exercice 2007, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 116 au deuxième trimestre 2010 et à 235 au premier semestre 2010.

Les frais de développement qui ont donné lieu à constatation du second actif incorporel comptabilisé au titre du segment opérationnel Print correspondent aux améliorations apportées au RIP Jaws, dont la version 3.0 est en cours de développement. Ils s'élevaient à une valeur, nette d'amortissements, de 59 au 30 juin 2010, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de respectivement 41 au deuxième trimestre 2010, et de 56 au premier semestre 2010. Dans la mesure où ce projet était en cours de développement au 30 juin 2010, aucun amortissement n'a été comptabilisé au titre de ce projet de développement, tant au deuxième trimestre 2010 qu'au premier semestre 2010.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc

Les frais de développement qui ont donné lieu à constatation du premier actif incorporel comptabilisé au titre du segment opérationnel eDoc (EDL) s'élevaient à une valeur, nette d'amortissements, de 1 117 au 30 juin 2010, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de respectivement 12 au deuxième trimestre 2010, et de 45 au premier semestre 2010. Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison de certains programmes dans le domaine de la gestion de documents électroniques depuis le début de l'exercice 2007, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 40 au deuxième trimestre 2010 et à 83 au premier semestre 2010.

Les frais de développement qui ont donné lieu à constatation du second actif incorporel comptabilisé au titre du segment opérationnel eDoc (applications gDoc) s'élevaient à une valeur, nette d'amortissements, de 823 au 30 juin 2010, suite à l'activation des frais de développement spécifiques à ce projet à hauteur de respectivement 76 au deuxième trimestre 2010, et de 219 au premier semestre 2010. Les frais de développement portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée et afférents à ce produit ont été amortis sur une durée de cinq années, durée de vie estimée de ce produit, à compter de la date de lancement de gDoc Fusion au mois de mai 2009 : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 63 au deuxième trimestre 2010 et à 126 au premier semestre 2010.

(ii) Activation des frais de développement réalisée au 30 juin 2009

Au 30 juin 2009, la direction du Groupe a considéré être en mesure d'apporter la preuve que les critères susvisés étaient remplis pour 3 projets de développement.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel Print

Les frais de développement qui ont donné lieu à constatation de l'actif incorporel comptabilisé au titre du segment opérationnel Print correspondent aux améliorations apportées au RIP Harlequin. Ils s'élevaient à une valeur, nette des amortissements, de 3 180 au 30 juin 2009, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de respectivement 91 au deuxième trimestre 2009, et de 191 au premier semestre 2009. Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison à divers clients de certains programmes d'interprétation de données (RIP software) au long des exercices 2007 et 2008, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du



projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 122 au deuxième trimestre 2009 et à 237 au premier semestre 2009.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc  
Les frais de développement qui ont donné lieu à constatation du premier actif incorporel comptabilisé au titre du segment opérationnel eDoc (EDL) s'élevaient à une valeur, nette des amortissements, de 1 122 au 30 juin 2009, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de respectivement 72 au deuxième trimestre 2009, et de 154 au premier semestre 2009. Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison de certains programmes dans le domaine de la gestion de documents électroniques au cours des exercices 2007 et 2008, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 44 au deuxième trimestre 2009 et à 85 au premier trimestre 2009.

Les frais de développement qui ont donné lieu à constatation du second actif incorporel comptabilisé au titre du segment opérationnel eDoc (applications gDoc) s'élevaient à une valeur de 476 au 30 juin 2009, suite à l'activation des frais de développement spécifiques à ce projet à hauteur de respectivement 200 au deuxième trimestre 2009 et de 337 au premier semestre 2009. Dans la mesure où gDoc Fusion a été lancé le 18 mai 2009, les frais de développement portés à l'actif du bilan consolidé afférents à ce projet ont été amortis à compter de cette date sur une durée de cinq années, durée de vie estimée de cet actif incorporel : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève par suite à 11 au deuxième trimestre et au premier semestre de l'exercice 2009.

#### (c) Impôts

##### (i) Impôts sur les bénéfices

Le Groupe doit s'acquitter d'impôts sur les bénéfices réalisés en France et dans tous les pays où il a des filiales (notamment au Royaume-Uni et aux Etats-Unis). Une part importante de jugement est nécessaire pour déterminer le montant de l'impôt à payer dans la mesure où il existe un certain nombre de transactions ou de calculs pour lesquels l'effet fiscal n'est pas facile à déterminer.

##### (ii) Impôts différés

Le Groupe comptabilise des actifs d'impôt différé, nets des passifs d'impôt différé le cas échéant, selon la méthode indiquée à la note 3q de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Pour déterminer s'il est ou non probable qu'un actif d'impôt différé reconnu dans un pays donné puisse être imputé sur des bénéfices fiscaux futurs attendus dans ce même pays, le Groupe estime les bénéfices fiscaux attendus sur un horizon d'une durée jugée raisonnable (actuellement fixé à 4 années), en se basant sur les hypothèses de croissance et de profit que la direction du Groupe estime les plus pertinentes.

Au 30 juin 2010, figuraient dans les hypothèses retenues, dans le cas des applications gDoc, des hypothèses de croissance significative des ventes de ces applications d'un exercice sur l'autre, cohérentes avec les prévisions de la direction du Groupe quant à l'adoption de gDoc Fusion sur la période de quatre années courant jusqu'au 30 juin 2014 (cf. note 4a ci-avant). Si ces hypothèses devaient être revues à la baisse de manière significative au cours de périodes futures, le Groupe pourrait être amené à comptabiliser une dépréciation d'un montant qui pourrait être significatif au titre de la période durant laquelle interviendrait la révision de ces hypothèses, ce qui aurait un impact défavorable sur les résultats du Groupe.

- Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés

Actif d'impôt différé relatif aux déficits reportables de la filiale anglaise

Les actifs d'impôt différé ont pour principale origine les déficits reportables par les filiales anglaises du Groupe résultant des acquisitions réalisées au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000. Ces déficits sont reportables de manière indéfinie, mais ne peuvent être imputés dans une année donnée qu'à concurrence de 20% du solde des déficits reportables à l'ouverture dudit exercice. Le montant de l'actif différé d'impôt correspondant à la fraction des déficits reportables que le Groupe entend imputer sur le bénéfice fiscal dégagé par ses filiales anglaises au cours de la période de quatre années s'achevant le 30 juin 2014, déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que l'actif d'impôt différé sera réalisé (soit 28%), se monte à 1 975 au 30 juin 2010.

La charge d'impôt différé correspondante s'élève à respectivement 187 au deuxième trimestre 2010 et à 243 au premier semestre 2010 (cf. note 7b).

Passif d'impôt différé provenant de l'activation des frais de développement

Au 30 juin 2010, le passif d'impôt différé comptabilisé suite à l'effet net, après amortissements, de l'activation des frais de développement engagés par la filiale anglaise du Groupe en application des dispositions applicables d'IAS 38, et déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que le passif d'impôt différé donnera lieu à règlement (soit 28%), se monte à 1 418.

Le produit d'impôt différé correspondant s'élève à respectivement 11 au deuxième trimestre 2010 et à 8 au premier semestre 2010 (cf. note 7b).

- Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Le montant des déficits reportables susceptibles d'être utilisés dans le futur par la filiale anglaise du Groupe, mais uniquement après le terme de la période courant jusqu'au 30 juin 2014, et qui, de ce fait, n'ont pas donné lieu à constatation d'un actif d'impôt différé au 30 juin 2010, s'élève à 12 833 à cette dernière date.

Si un actif d'impôt différé avait été reconnu au 30 juin 2010 au titre de cette fraction des déficits reportables, dans la mesure où ces déficits ne seraient pas utilisés avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014, le taux d'impôt qu'il aurait convenu d'utiliser pour la détermination de cet actif d'impôt différé a été estimé égal à 28% : il en aurait découlé un actif d'impôt différé supplémentaire de 3 593 au 30 juin 2010, à comparer à un actif d'impôt différé supplémentaire de 2 937 au 31 décembre 2009.

(d) Coût des plans basés sur des actions

(i) Attributions réalisées au cours du premier semestre 2010

Aucune attribution d'options ou attribution gratuite d'actions n'a été réalisée au cours du premier semestre 2010.

(ii) Analyse du coût des plans basés sur des actions

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Deuxième trimestre 2010	Deuxième trimestre 2009	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009
Attribution d'options	26	25	48	50
Attribution gratuite d'actions	14	0	17	0
Coût des plans basés sur des actions	40	25	65	50

NOTE 5 : CHARGES INHABITUELLES, ANORMALES OU PEU FREQUENTES

En application des dispositions du paragraphe 28 du Cadre de référence et des paragraphes 97 et 98 d'IAS 1 révisée, lorsqu'ils sont d'un montant significatif, les produits et les charges inhabituels, anormaux ou peu fréquents doivent donner lieu à une information particulière dans le but d'améliorer la valeur prédictive du compte de résultat consolidé.

Figure dans le tableau présenté ci-après une analyse des charges considérées comme inhabituelles, anormales et peu fréquentes qui ont été comptabilisées sous la rubrique Frais commerciaux et généraux au titre des deuxièmes trimestres et des premiers semestres 2010 et 2009 :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Deuxième trimestre 2010	Deuxième trimestre 2009	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009
Effet du plan de restructuration mis en œuvre en avril 2010	378	0	378	0
Frais exposés lors de la mise en place de l'Employee Benefit Trust (EBT)	4	0	16	0
Coût des charges inhabituelles, anormales et peu fréquentes	382	0	394	0

Un plan de réorganisation des activités du Groupe a été mis en œuvre fin avril 2010 ; il s'est notamment traduit par l'externalisation des activités de développement et de contrôle qualité menées par la filiale indienne du Groupe vers une société tierce spécialisée qui a abouti au transfert de 23 des 31 salariés de cette filiale, mais aussi par le licenciement de 27 salariés du Groupe, dont 14 outre-Manche, 7 outre-Atlantique et 5 en Inde. 4 autres salariés du Groupe (dont 3 en Inde) sont actuellement en période de préavis et ne seront plus inscrits aux effectifs du Groupe au terme du trimestre en cours.

NOTE 6 : PRODUITS FINANCIERS NETS (CHARGES FINANCIERES NETTES)

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Deuxième trimestre 2010	Deuxième trimestre 2009	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009
Produits d'intérêts	3	2	6	11
Charges d'intérêts	0	0	0	0
Produits d'intérêts nets	3	2	6	11
Ecarts de change consécutifs à des transactions et à des réévaluations de postes de bilan	(120)	(240)	(110)	(134)
Variation de la juste valeur des contrats de ventes à terme de devises et des options de change	32	29	(115)	12
Gains nets (pertes nettes) de change	(88)	(211)	(225)	(122)
Produits financiers nets (charges financières nettes)	(85)	(209)	(219)	(111)

NOTE 7 : CHARGE (PRODUIT) D'IMPOT

(a) Impôt sur les bénéfices

(i) Deuxième trimestre 2010

Le Groupe a comptabilisé une charge d'impôt sur les bénéfices s'élevant à 65 au deuxième trimestre 2010, contre une charge d'impôt sur les bénéfices s'élevant à 78 au deuxième trimestre 2009.

L'essentiel de la charge d'impôt sur les bénéfices comptabilisée au deuxième trimestre 2010 a pour origine la perte des avantages fiscaux attribués à Global Graphics Software (India) Private Limited suite à la décision de la direction du Groupe de mettre un terme aux activités de cette filiale avant le terme du délai de 5 années couru à compter de sa date de constitution.

(ii) Premier semestre 2010

Le Groupe a comptabilisé un produit d'impôt sur les bénéfices s'élevant à 37 au premier semestre 2010, contre une charge d'impôt sur les bénéfices s'élevant à 82 au premier semestre 2009.

La comptabilisation d'un produit d'impôt sur les bénéfices au premier semestre 2010 s'explique par le remboursement à Global Graphics Software Limited d'un crédit d'impôt recherche pour 120 au mois de février 2010.

(b) Impôt différé

(i) Deuxième trimestre 2010

Le Groupe a comptabilisé une charge d'impôt différé s'élevant à 121 au deuxième trimestre 2010, contre une charge d'impôt différé s'élevant à 130 au deuxième trimestre 2009.

(ii) Premier semestre 2010

Par suite, le Groupe a comptabilisé une charge d'impôt différé s'élevant à 180 au premier semestre 2010, contre une charge d'impôt différé s'élevant à 238 au premier semestre 2009.

(iii) Analyse des éléments constitutifs de la charge d'impôt différé

Figure dans le tableau présenté ci-après l'analyse des éléments constitutifs de la charge d'impôt différé comptabilisée par le Groupe aux deuxièmes trimestres et aux premiers semestres des exercices 2010 et 2009 :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Deuxième trimestre 2010	Deuxième trimestre 2009	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009
Liée à l'activation des frais de développement (note 4b)	50	101	116	191
Liée à l'amortissement des frais de développement (note 4b)	(61)	(49)	(124)	(93)
Liée à l'activation des pertes fiscales reportables (note 4c)	187	70	243	108
Autres éléments	(55)	8	(55)	32
Charge d'impôt différé comptabilisée	121	130	180	238

(c) Justification de la charge d'impôt comptabilisée

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Deuxième trimestre 2010	Deuxième trimestre 2009	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009
Résultat avant impôt	(1 275)	(278)	(2 513)	(307)
Charge (produit) d'impôt attendu(e) au taux de 33,33%	(425)	(92)	(838)	(102)
Charge (produit) d'impôt lié(e) aux éléments suivants :				
- Activation ou utilisation de pertes fiscales reportables	187	70	243	108
- Différences de taux d'imposition	(8)	11	118	59
- Impact des coûts des paiements fondés sur des actions	14	9	22	17
- Pertes fiscales non reconnues	355	205	640	234
- Remboursement du crédit d'impôt recherche (note 7a)	0	0	(120)	0
- Perte des avantages en matière d'impôt (note 7a)	63	0	63	0
- Autres différences	0	5	15	4
Charge d'impôt comptabilisée	186	208	143	320

NOTE 8 : RESULTATS PAR ACTION

(a) Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net d'une période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant cette période.

(i) Calcul pour les deuxièmes trimestres

Chiffres non audités	2010	2009
Actions ordinaires en circulation au 1er janvier	10 115 813	10 115 813
Effet de l'émission d'actions durant la période	0	0
Effet des rachats d'actions propres durant la période	0	0
Effet des attributions gratuites d'actions de la période	1 818	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat par action du trimestre	10 117 631	10 115 813

(ii) Calcul pour les premiers semestres

Chiffres non audités	2010	2009
Actions ordinaires en circulation au 1er janvier	10 115 813	10 115 813
Impact de l'émission d'actions durant la période	0	0
Impact des rachats d'actions propres durant la période	0	0
Effet des attributions gratuites d'actions de la période	914	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat par action du semestre	10 116 727	10 115 813

(b) Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours d'une période de l'impact maximal de la conversion des instruments financiers dilutifs en actions ordinaires au cours de cette période.

Les seuls instruments financiers donnant accès au capital et donc susceptibles d'entraîner une dilution sont les options de souscription d'actions émises par la Société. Il n'est pas tenu compte des attributions gratuites d'actions ordinaires de la Société (qui ne seront attribuées que si certaines conditions indiquées dans l'acte de confirmation de l'attribution de ces actions sont remplies) pour la détermination du résultat dilué par action dans la mesure où les conditions susmentionnées n'étaient pas remplies aux 30 juin 2010 et 2009.

Un calcul est fait pour déterminer le nombre d'actions qui auraient été acquises à leur juste valeur durant la période considérée (cette juste valeur étant considérée égale au cours moyen des actions de la Société sur la période considérée), en tenant compte du prix d'exercice des options susceptibles d'être levées au cours de la période en question. Le nombre d'actions ainsi déterminé est ensuite comparé au nombre d'actions qui auraient été émises au cours de la période considérée dans l'hypothèse d'un exercice de la totalité des options.

(i) Calcul pour les deuxièmes trimestres

Chiffres non audités	2010	2009
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours du trimestre	10 117 631	10 115 813
Impact des instruments financiers dilutifs (options)	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat dilué par action du trimestre	10 117 631	10 115 813

(ii) Calcul pour les premiers semestres

Chiffres non audités	2010	2009
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours du semestre	10 116 727	10 115 813
Impact des instruments financiers dilutifs (options)	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat dilué par action du semestre	10 116 727	10 115 813

NOTE 9 : CAPITAL SOCIAL ET PRIMES D'EMISSION

(a) Capital social

Au 30 juin 2010, comme au 31 décembre 2009, le capital social de la Société se composait de 10 289 781 actions ordinaires, d'une valeur nominale unitaire de 0,40 euro, toutes entièrement libérées.

(b) Primes d'émission

(i) Charges liées à la gestion des plans basés sur des actions

Le montant des charges liées à la gestion des plans basés sur des actions du Groupe qui ont été exposées au cours du premier semestre 2010, et qui ont été imputées sur le poste Primes d'émission au cours de la même période, s'élève à 19 (contre 1 au cours du premier semestre 2009).

(ii) Charges liées à l'attribution gratuite d'actions

En application des dispositions des plans d'attribution gratuite d'actions, 3 521 actions propres auto-détenues ont été attribuées aux salariés à raison de leurs licenciements décidés dans la cadre du plan de réorganisation des activités du Groupe au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010 (cf. note 10b ci-après).

La différence entre la valeur de rachat des actions propres remises aux salariés (soit 25) et leur valeur au jour d'attribution (estimée nulle) a été imputée sur le poste Primes d'émission.

NOTE 10 : PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS PROPRES

(a) Rachats d'actions propres

Le Groupe n'a procédé au rachat d'aucune de ses actions propres au cours des premiers semestres des exercices 2009 ou 2010.

(b) Attribution gratuite d'actions auto-détenues

Comme indiqué à la note 9b ci-dessus, 3 521 actions propres auto-détenues ont été attribuées aux salariés à raison de leurs licenciements décidés dans la cadre du plan de réorganisation des activités du Groupe au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010.

De ce fait, au 30 juin 2010, le Groupe détenait 170 447 de ses actions propres, pour une valeur totale de rachat de 1 221.

NOTE 11 : INFORMATIONS SECTORIELLES

(a) Identification des segments opérationnels devant donner lieu à information

(i) Règles suivies

IFRS 8, Segments Opérationnels, stipule que l'information sectorielle est établie selon l'approche retenue par la direction ('management approach') en la matière, c'est-à-dire celle sur laquelle la direction s'appuie en interne. Ceci a eu pour conséquence d'accroître le nombre de segments donnant lieu à information à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, dans la mesure où le segment unique existant jusque lors a été scindé en deux : un premier segment ('Print') pour les activités centrées autour de l'impression, et un second segment ('eDoc') pour celles centrées autour de la gestion de documents électroniques.

L'information financière devant être publiée au titre des segments opérationnels est celle sur laquelle s'appuie le décideur opérationnel ('Chief Operating Decision-Maker'), pour décider de l'affectation de ressources et de l'évaluation des performances opérationnelles et financières de chaque segment.

Ce décideur est, au niveau du Groupe, son directeur général, Monsieur Gary Fry.

La performance des segments opérationnels est mesurée par le directeur général sur la base de leur contribution en terme de marge brute.

- Allocation des actifs et passifs aux segments opérationnels

Les actifs et les passifs, qu'ils soient courants ou non courants, sont alloués aux différents segments opérationnels en fonction de leur nature.

Les écarts d'acquisition ont été alloués par la direction du Groupe aux groupes d'unités génératrices de trésorerie pour chacun des segments considérés. Les écarts d'acquisition existants au 1<sup>er</sup> janvier 2009 ont tous été alloués au segment Print dans la mesure où ils sont afférents à des acquisitions faites au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000 dans le domaine des logiciels pour l'impression.

Les actifs d'impôt différé, les actifs courants autres que les créances clients, les dettes courantes autres que les avances reçues des clients et les produits constatés d'avance, ne sont alloués à aucun des deux segments opérationnels.

- Chiffre d'affaires comptabilisé au titre des segments opérationnels

Le chiffre d'affaires comptabilisé au titre de chacun des deux segments a pour origine principale le développement et la commercialisation de logiciels et/ou de solutions, comprenant le cas échéant des prestations liées telles que l'adaptation, la mise en service, la formation ainsi que le support après-vente et la maintenance.

(b) Chiffre d'affaires et marge brute par segment

(i) Deuxième trimestre 2010

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	2 047	134	0	2 181
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	2 047	134	0	2 181
Coût des ventes	(51)	(27)	(13)	(91)
Marge brute	1 996	107	(13)	2 090

(ii) Deuxième trimestre 2009

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	1 961	681	0	2 642
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	1 961	681	0	2 642
Coût des ventes	(64)	(23)	(12)	(99)
Marge brute	1 897	658	(12)	2 543

(iii) Premier semestre 2010

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	3 831	374	0	4 205
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	3 831	374	0	4 205
Coût des ventes	(130)	(57)	(17)	(204)
Marge brute	3 701	317	(17)	4 001

(iv) Premier semestre 2009

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	4 183	1 156	0	5 339
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	4 183	1 156	0	5 339
Coût des ventes	(119)	(50)	(23)	(192)
Marge brute	4 064	1 106	(23)	5 147



(c) Réconciliation de la marge brute et du résultat avant impôt

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Deuxième trimestre 2010	Deuxième trimestre 2009	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009
Marge brute (cf. note 10b)	2 090	2 543	4 001	5 417
Frais généraux et commerciaux	(1 681)	(1 420)	(3 292)	(2 890)
Frais de recherche-développement	(1 599)	(1 192)	(3 003)	(2 453)
Charges financières nettes	(85)	(209)	(219)	(111)
Résultat avant impôt	(1 275)	(278)	(2 513)	(307)

(d) Réconciliation des actifs et des passifs

(i) Au 30 juin 2010

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Éléments non alloués	Total
Actifs non courants	10 162	2 122	1 473	13 757
Actifs courants	2 303	149	2 018	4 470
Total actifs	12 465	2 271	3 491	18 227
Passifs non courants	0	0	2	2
Passifs courants	1 211	27	1 528	2 766
Total passifs	1 211	27	1 530	2 768

(ii) Au 31 décembre 2009

En milliers d'euros	Print segment	eDoc segment	Éléments non alloués	Total
Actifs non courants	9 252	1 853	1 497	12 602
Actifs courants	1 505	737	3 908	6 150
Total actifs	10 757	2 590	5 405	18 752
Passifs non courants	0	0	2	2
Passifs courants	873	481	1 030	2 384
Total passifs	873	481	1 032	2 386

NOTE 12 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

La direction du Groupe considère que relèvent de cette catégorie les transactions entre les différentes sociétés du Groupe (cf. note 13) et celles intervenant avec ses administrateurs et ses dirigeants opérationnels.

(a) Transactions avec les administrateurs du Groupe

Le montant des jetons de présence qu'il est prévu de verser aux administrateurs du Groupe au titre de l'exercice en cours s'élève à 60, soit un montant égal au montant versé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Les montants reconnus à la rubrique Frais commerciaux et généraux du compte de résultat consolidé résumé se montent à respectivement 15 pour les deuxièmes trimestres 2009 et 2010, et à 30 pour les premiers semestres 2009 et 2010.

(b) Transactions avec les dirigeants opérationnels du Groupe

(i) Salaires et avantages monétaires

Les trois dirigeants exécutifs du Groupe ont perçu à titre de salaires ou d'avantages monétaires à court terme (notamment le versement de bonus et l'abondement à des plans de retraite) les montants suivants au titre des deuxièmes trimestres et des premiers trimestres 2009 et 2010 :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Deuxième trimestre 2010	Deuxième trimestre 2009	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009
Salaires	68	81	134	160
Avantages monétaires à court terme	4	4	56	8
Total	72	85	190	168

(ii) Paiements fondés sur des actions

Les dirigeants opérationnels ont la possibilité de bénéficier des plans d'options de souscription d'actions et d'attribution d'actions mis en place par le Groupe. Aucune attribution gratuite d'actions ou attribution d'options n'a été faite aux dirigeants opérationnels au cours des deuxièmes trimestres et des premiers semestres 2009 et 2010.

La fraction du coût des paiements fondés sur des actions correspondant aux attributions d'options et d'actions faites aux dirigeants exécutifs du Groupe, enregistrée en charges au titre des deuxièmes trimestres et des premiers semestres 2009 et 2010, est présentée ci-après :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Deuxième trimestre 2010	Deuxième trimestre 2009	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009
Attribution d'options	18	18	36	36
Attribution gratuite d'actions	0	0	0	0
Total	18	18	36	36

NOTE 13 : FILIALES

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires des deuxièmes trimestres et premiers semestres 2009 et 2010 comprennent les comptes des filiales suivantes :

	Pays de domiciliation	% de contrôle 2010	% de contrôle 2009
Global Graphics (UK) Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Limited	Royaume Uni	100	100
Jaws Systems Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Incorporated	Etats-Unis	100	100
Global Graphics Kabushiki Kaisha	Japon	100	100
Global Graphics Software (India) Private Limited	Inde	100	100
Global Graphics EBT Limited	Royaume Uni	100	-

Les résultats de Global Graphics EBT Limited ont été inclus dans les comptes consolidés résumés intermédiaires du premier semestre 2010 à compter de la constitution de cette société le 3 février 2010.

NOTE 14 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Fin juillet 2010, Global Graphics Software Limited a déposé sa liasse fiscale pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, laquelle fait apparaître une demande de remboursement d'un crédit d'impôt recherche s'élevant à un montant estimé d'environ 0,3 million d'euros.

Comme indiqué à la note 4c ci-dessus, une part significative de jugement est nécessaire pour estimer le montant de ce crédit d'impôt ; par suite, la direction du Groupe a considéré que les conditions n'étaient pas remplies pour permettre une reconnaissance de ce montant comme un produit à recevoir au 30 juin 2010, et choisi de différer la reconnaissance du crédit d'impôt en question au moment où il serait accordé à la filiale britannique du Groupe.

En revanche, et compte tenu du fait qu'une demande similaire, faite en novembre 2009, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007, avait abouti au remboursement à Global Graphics Software Limited au mois de février 2010 d'une somme de 120 (cf. note 7a ci-dessus), la direction du Groupe a considéré qu'il était raisonnable de penser que le montant dont le remboursement est demandé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 serait remboursé à la filiale britannique du Groupe dans les mois à venir, et donc inclus le flux de trésorerie correspondant dans les prévisions de flux de trésorerie futurs utilisées pour s'assurer de la continuité de l'exploitation du Groupe au titre de la période de 12 mois courant jusqu'au 30 juin 2011, auxquelles il est référence à la note 2d ci-avant.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS  
 RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE  
 RESULTAT D'EXPLOITATION RETRAITE  
 Exprimés en milliers d'euros

Chiffres ni audités ni revus	Deuxième trimestre 2010	Deuxième trimestre 2009	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009
Résultat opérationnel en IFRS	(1 190)	(69)	(2 294)	(196)
Retraitements pratiqués :				
Amort. des immob. incorporelles	0	15	0	29
Coût des plans fondés sur des actions	40	25	65	50
Frais de développement portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée (note 4b)	(179)	(363)	(416)	(682)
Amortissement des frais de développement portés à l'actif (note 4b)	219	177	444	333
Charges inhabituelles, anormales et peu fréquentes (note 5)	382	0	394	0
Total des retraitements pratiqués	462	(146)	487	(270)
Résultat d'exploitation retraité	(728)	(215)	(1 807)	(466)
Soit en % du chiffre d'affaires	-33,4%	-8,1%	-43,0%	-8,7%

Le Groupe prépare ses comptes consolidés selon le référentiel comptable international, mais considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces comptes, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance.

Le Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision.

Pour autant, la direction du Groupe ne considère pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels. Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Lorsque le Groupe fait usage d'indicateurs retraités, tout retraitement pratiqué sur les soldes présentés dans les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international pour déterminer le montant de tels indicateurs est décrit et justifié.

Les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE

RESULTAT AVANT IMPOT RETRAITE

Exprimés en milliers d'euros, hormis les résultats par action exprimés en euros

Chiffres ni audités ni revus	Deuxième trimestre 2010	Deuxième trimestre 2009	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009
Résultat avant impôt en IFRS	(1 275)	(278)	(2 513)	(307)
Retraitements pratiqués :				
Amort. des immob. incorporelles	0	15	0	29
Coût des plans fondés sur des actions	40	25	65	50
Frais de développement portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée (note 4b)	(179)	(363)	(416)	(682)
Amortissement des frais de développement portés à l'actif (note 4b)	219	177	444	333
Charges inhabituelles, anormales et peu fréquentes (note 5)	382	0	394	0
Total des retraitements pratiqués	462	(146)	487	(270)
Résultat avant impôt retraité	(813)	(424)	(2 026)	(577)
Soit par action, en euro (*)	(0,08)	(0,04)	(0,20)	(0,06)

(\*) Le résultat avant impôt retraité par action est obtenu en divisant le résultat avant impôt retraité d'une période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de cette même période, soit respectivement 10 117 631 et 10 116 727 actions pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2010, contre 10 115 813 actions pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2009.

Le Groupe prépare ses comptes consolidés selon le référentiel comptable international, mais considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces comptes, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance.

Le Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision.

Pour autant, la direction du Groupe ne considère pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels. Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Lorsque le Groupe fait usage d'indicateurs retraités, tout retraitement pratiqué sur les soldes présentés dans les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international pour déterminer le montant de tels indicateurs est décrit et justifié.

Les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

GRUPE GLOBAL GRAPHICS

RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE

RESULTAT NET RETRAITE

Exprimés en milliers d'euros, hormis les résultats par action exprimés en euros

Chiffres ni audités ni revus	Deuxième trimestre 2010	Deuxième trimestre 2009	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009
Résultat net selon les IFRS	(1 461)	(486)	(2 656)	(627)
Retraitements pratiqués :				
Amort. des immob. incorporelles	0	15	0	29
Coût des plans fondés sur des actions	40	25	65	50
Effet net de l'activation des frais de développement (note 4b)	40	(186)	28	(349)
Eléments inhabituels, anormaux et peu fréquents (note 5)	382	0	394	0
Effet d'impôt des retraitements ci-dessus	(11)	52	(8)	98
Total des retraitements pratiqués	451	(94)	479	(172)
Résultat net retraité	(1 010)	(580)	(2 177)	(799)
Soit, par action en euro (*)	(0,10)	(0,06)	(0,22)	(0,08)

(\*) Le résultat net retraité par action est obtenu en divisant le résultat net retraité d'une période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de cette même période, soit respectivement 10 117 631 et 10 116 727 actions pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2010, contre 10 115 813 actions pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2009.

Le Groupe prépare ses comptes consolidés selon le référentiel comptable international, mais considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces comptes, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance.

Le Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision.

Pour autant, la direction du Groupe ne considère pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels. Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Lorsque le Groupe fait usage d'indicateurs retraités, tout retraitement pratiqué sur les soldes présentés dans les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international pour déterminer le montant de tels indicateurs est décrit et justifié.

Les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS  
RAPPORT D'ACTIVITE INTERMEDIAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
ETABLI AU TITRE DU DEUXIEME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2010

Suite à la transposition à l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier de la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 (dite directive Transparence), nous vous prions de trouver ci-après le rapport d'activité intermédiaire du conseil d'administration établi au titre du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010.

Le présent rapport a été arrêté par le conseil d'administration de Global Graphics SA (la 'Société') le 28 juillet 2010.

NOTE 1 : ORGANISATION DU GROUPE GLOBAL GRAPHICS (LE 'GROUPE')

(a) Périmètre de consolidation au 30 juin 2010

Merci de bien vouloir vous référer à cet effet à la note 13 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010.

(b) Variations de périmètre intervenues au cours du premier semestre 2010

(i) Global Graphics EBT Limited

Le 3 février 2010 a été créée une filiale de la Société, Global Graphics EBT Limited, société de droit britannique, dont l'objet est d'assurer la gestion de l'Employee Benefit Trust (EBT), mis en place au bénéfice des salariés et administrateurs des filiales britanniques du Groupe au cours du premier trimestre 2010.

(ii) Global Graphics Software (India) Private Limited

Conséquence de la réorganisation du Groupe mise en œuvre au mois d'avril 2010, 23 salariés de Global Graphics Software (India) Private Limited ont été transférés vers un partenaire spécialisé, pendant que 5 autres étaient licenciés, les 3 derniers étant actuellement en train d'effectuer leur préavis.

De ce fait, la filiale indienne du Groupe n'a plus d'activité depuis le début du mois de mai 2010 ; la direction du Groupe a pour intention de procéder à la liquidation de Global Graphics Software (India) Private Limited d'ici au terme de l'exercice en cours.

(c) Variations de périmètre intervenues depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010

Aucune variation n'est intervenue dans le périmètre du Groupe depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010.

NOTE 2 : EXAMEN DES CHIFFRES-CLES DU GROUPE

Le Groupe établit ses comptes consolidés condensés intermédiaires selon les règles prévues par IAS 34, Information Financière Intermédiaire, et, plus généralement, selon les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptés par l'Union européenne (UE).

Les montants indiqués ci-après sont exprimés en milliers d'euros (l'euro étant la devise utilisée par le Groupe pour la présentation de ses comptes consolidés), les arrondis se faisant au millier le plus proche.

(a) Deuxième trimestre 2010

(i) Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 2 181 au deuxième trimestre 2010, contre 2 642 au deuxième trimestre 2009, en repli de 17,4% par rapport à la même période de l'exercice précédent, à taux de change courants.

Environ 84,0% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au deuxième trimestre 2010 était libellé en dollars américains (contre 69,8% du chiffre d'affaire consolidé réalisé au deuxième trimestre 2009), devise qui s'est renforcée par rapport à l'euro, puisque le taux de change moyen euro/dollar s'établissait à 1,264 dollars américains pour un euro au deuxième trimestre 2010 contre 1,362 dollars américains pour un euro au deuxième trimestre 2009, soit une hausse de 7,8% d'une période à l'autre. A taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé réalisé au deuxième trimestre 2010 se serait élevé à 2 031, en repli de 23,1% par rapport au chiffre d'affaires consolidé réalisé au deuxième trimestre 2009.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel Print s'est élevé à 2 047 au deuxième trimestre 2010, en hausse de 4,4% à taux de change courants, mais en repli de 2,6% à taux de change constants, par rapport aux 1 961 réalisés dans ce même segment opérationnel au deuxième trimestre 2009.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le marché des arts graphiques s'est élevé à 875 au deuxième trimestre 2010, en hausse de 28,3% à taux de change courants et de 17,6% à taux de change constants, par rapport aux 682 réalisés dans ce marché au deuxième trimestre 2009. Dans le même temps, le chiffre d'affaires réalisé dans le marché de l'impression numérique s'est élevé à 1 172 au deuxième trimestre 2010, en repli de 8,4% à taux de change courants et de 13,4% à taux de change constants, par rapport aux 1 279 réalisés dans ce marché au deuxième trimestre 2009.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel eDoc s'est élevé à 134 au deuxième trimestre 2010, en repli de 80,3% à taux de change courants, et de 82,2% à taux de change constants, par rapport aux 681 réalisés dans ce même segment au deuxième trimestre 2009.

(ii) Résultats consolidés

Perte opérationnelle

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle de 1 190 au deuxième trimestre 2010 (équivalente à -54,6% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), à comparer à la perte opérationnelle de 69 réalisée au deuxième trimestre 2009 (qui était équivalente à -2,6% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), soit une variation défavorable de 1 121 d'une période à l'autre.

Les principaux facteurs qui expliquent cette variation sont les suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé en repli de 461 (cf. note 2a (i) supra),
- un coût des ventes en repli de 8 à 91 au deuxième trimestre 2010 (4,2% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), par rapport au deuxième trimestre 2009, où le coût des ventes se montait à 99 (3,7% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre),
- des frais de distribution et d'administration en hausse de 261 (soit de 18,4%) à 1 681 au deuxième trimestre 2010 (77,1% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre) contre 1 420 au deuxième trimestre 2009 (53,7% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), étant précisé que les charges exposées au deuxième trimestre 2010 incluent d'une part des charges exposées au titre de la restructuration mise en œuvre au mois d'avril 2010 d'un montant de 154 (merci de vous référer à la note 6 du présent rapport pour de plus amples informations sur ce sujet), et d'autre part des dépréciations pour créances douteuses pour un total de 127,



- des frais de recherche-développement en hausse de 407 (soit de 34,1%) à 1 599 au deuxième trimestre 2010 (73,3% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre) contre 1 192 au deuxième trimestre 2009 (45,1% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre). Ces charges comprennent un montant de 40 exposé au titre de l'effet net, après amortissements, de l'activation des frais afférents aux quatre projets de développement remplissant les conditions requises pour une telle activation (merci de vous référer à la note 4b de l'annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010 pour de plus amples informations sur ce sujet), ainsi que des charges exposées au titre de la restructuration mise en œuvre au mois d'avril 2010 d'un montant de 224 (merci de vous référer à la note 6 du présent rapport pour de plus amples informations sur ce sujet).

#### Perte avant impôt

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt de 1 275 au deuxième trimestre 2010 (équivalente à -58,5% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), à comparer à une perte avant impôt de 278 au deuxième trimestre 2009 (équivalent à -10,5% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), soit une variation défavorable de 997 d'une période à l'autre, qui est la résultante de la combinaison des facteurs suivants :

- l'accroissement de la perte opérationnelle de 1 121 d'une période sur l'autre, analysée ci-dessus,
- le repli des produits d'intérêts (nets de charges) de 1 par rapport aux 2 dégagés au deuxième trimestre 2009,
- l'impact, favorable à hauteur de 123, des écarts de change qui sont passés d'une perte nette de 211 au deuxième trimestre 2009 à une perte nette de 88 au deuxième trimestre 2010.

#### Perte nette

Le Groupe a dégagé une perte nette de 1 461 au deuxième trimestre 2010 (soit une perte nette de € 0,14 par action), après prise en compte d'une charge d'impôt de 186 (dont une charge d'impôt différé de 121), contre une perte nette de 486 au deuxième trimestre 2009 (soit une perte nette de € 0,05 par action).

#### (b) Premier semestre 2010

##### (i) Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 4 205 au premier semestre 2010, contre 5 339 au premier semestre 2009, en repli de 21,2% par rapport à la même période de l'exercice précédent, à taux de change courants.

Environ 80,8% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier semestre 2010 était libellé en dollars américains (contre 74,7% du chiffre d'affaire consolidé réalisé au premier semestre 2009), devise qui s'est renforcée par rapport à l'euro, puisque le taux de change moyen euro/dollar s'établissait à 1,318 dollars américains pour un euro au premier semestre 2010 contre 1,329 dollars américains pour un euro au premier semestre 2009, soit une hausse de 0,8% d'une période à l'autre. A taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier semestre 2010 se serait élevé à 4 153, en repli de 22,2% par rapport au chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier semestre 2009.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel Print s'est élevé à 3 831 au premier semestre 2010, en repli de 8,4% à taux de change courants, et de 9,6% à taux de change constants, par rapport aux 4 183 réalisés dans ce même segment opérationnel au premier semestre 2009.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le marché des arts graphiques s'est élevé à 1 578 au premier semestre 2010, en repli de 14,0% à taux de change courants et de 16,0% à taux de change constants, par rapport aux 1 835 réalisés dans ce marché au premier semestre 2009. Dans le même temps, le chiffre d'affaires réalisé dans le marché de l'impression numérique s'est élevé à 2 253 au premier semestre 2010, en repli de 4,0% à taux de change courants et de 4,7% à taux de change constants, par rapport aux 2 348 réalisés dans ce marché au premier semestre 2009.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel eDoc s'est élevé à 374 au premier semestre 2010, en repli de 67,6% à taux de change courants, et de 67,7% à taux de change constants, par rapport aux 1 156 réalisés dans ce même segment au premier semestre 2009.

#### (ii) Résultats consolidés

##### Perte opérationnelle

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle de 2 294 au premier semestre 2010 (équivalente à -54,6% du chiffre d'affaires consolidé du semestre), à comparer à la perte opérationnelle de 196 réalisée au premier semestre 2009 (qui était équivalente à -3,7% du chiffre d'affaires consolidé de ce semestre), soit une variation défavorable de 2 098 d'une période à l'autre.

Les principaux facteurs qui expliquent cette variation sont les suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé en repli de 1 134 (cf. note 2a (i) supra),
- un coût des ventes en hausse de 12 à 204 au premier semestre 2010 (4,9% du chiffre d'affaires consolidé du semestre), par rapport au premier semestre 2009, où le coût des ventes se montait à 192 (3,6% du chiffre d'affaires consolidé de ce semestre),
- des frais de distribution et d'administration en hausse de 402 (soit de 13,9%) à 3 292 au premier semestre 2010 (78,3% du chiffre d'affaires consolidé du semestre) contre 2 890 au premier semestre 2009 (54,1% du chiffre d'affaires consolidé de ce semestre), étant précisé que les charges exposées au premier semestre 2010 incluent d'une part, les charges d'un montant de 154 exposées au titre de la restructuration mise en œuvre au mois d'avril 2010 mentionnées à la note 2a du présent rapport, et d'autre part, des dépréciations pour créances douteuses pour un total de 127,
- des frais de recherche-développement en hausse de 550 (soit de 22,4%) à 3 003 au premier semestre 2010 (71,4% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre) contre 2 453 au premier semestre 2009 (45,9% du chiffre d'affaires consolidé de ce semestre). Ces charges comprennent un montant de 28 exposé au titre de l'effet net, après amortissements, de l'activation des frais afférents aux quatre projets de développement remplissant les conditions requises pour une telle activation (merci de vous référer à la note 4b de l'annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010 pour de plus amples informations sur ce sujet), ainsi que des charges exposées au titre de la restructuration mise en œuvre au mois d'avril 2010 d'un montant de 224, mentionnées à la note 2a du présent rapport.

##### Perte avant impôt

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt de 2 513 au premier semestre 2010 (équivalente à -59,8% du chiffre d'affaires consolidé du semestre), à comparer à une perte avant impôt de 307 au premier semestre 2009 (équivalent à -5,8% du chiffre d'affaires consolidé de ce semestre), soit une variation défavorable de 2 206 d'une période à l'autre, qui est la résultante de la combinaison des facteurs suivants :

- l'accroissement de la perte opérationnelle de 2 098 d'une période sur l'autre, analysée ci-dessus,

- le repli des produits d'intérêts (nets de charges) de 5 par rapport aux 11 dégagés au premier semestre 2009, consécutif principalement au repli des placements de trésorerie faits par le Groupe d'une période à l'autre,  
- l'impact, défavorable à hauteur de 103, des écarts de change qui sont passés d'une perte nette de 122 au premier semestre 2009 à une perte nette de 225 au premier semestre 2010.

#### Perte nette

Le Groupe a dégagé une perte nette de 2 656 au premier semestre 2010 (soit une perte nette de € 0,26 par action), après prise en compte d'une charge d'impôt de 143 (dont une charge d'impôt différé de 180), contre une perte nette de 627 au premier semestre 2009 (soit une perte nette de € 0,06 par action).

### NOTE 3 : COMMENTAIRES DE LA DIRECTION SUR LA PERFORMANCE DU GROUPE

#### (a) Les faits marquants du premier semestre 2010

(i) Commentaires de la direction sur les faits marquants au plan opérationnel  
Les six premiers mois de l'exercice 2010 ont été difficiles pour Global Graphics. Comme indiqué de manière détaillée dans le communiqué de presse afférent aux résultats consolidés du premier trimestre 2010, nous avons prévu un vaste plan de réorganisation des activités du Groupe au deuxième trimestre, qui a été mis en œuvre avec succès, et qui nous place dans une position plus soutenable à moyen terme du fait d'une base de coûts opérationnels réduite, appelée à s'améliorer avec le retour de la croissance dans nos branches d'activités Print et eDoc. Indubitablement, cette réorganisation s'est fait sentir au plan financier tant au cours du deuxième trimestre que des six premiers de l'exercice en cours. Je suis très fier de la manière dont le Groupe comme nos partenaires ont su embrasser ce changement et je suis convaincu que nous serons à l'avenir plus forts et plus agiles.

Grâce aux importants investissements en technologies que nous avons réalisés ces deux dernières années, nous disposons d'une offre technologique exceptionnelle et de tout premier plan sur l'ensemble des marchés dans lesquels nous sommes présents, qui doit nous permettre de faire croître nos ventes et, par suite, d'améliorer notre rentabilité.

#### Production printing

C'est avec une très grande satisfaction que j'ai pu conclure et annoncer au mois de mai dernier un nouveau contrat de partenariat avec HP pour les cinq prochaines années. HP a été un partenaire formidable pour le groupe Global Graphics depuis de nombreuses années et notre relation n'a jamais été plus fructueuse. Notre offre technologique autour du RIP Harlequin, qui fait tourner les presses Indigo ainsi que les nouvelles presses IHPS, doit leur permettre non seulement de garder leur position de leader sur leur marché, mais encore de gagner des parts de marché, et de pénétrer de nouveaux marchés, ce qui ne manquera d'influer positivement sur nos perspectives de croissance dans ce segment de marché.

C'est avec une égale satisfaction que nous avons vu croître l'activité générée par le RIP Jaws au premier trimestre et encore au second trimestre. Nous avons enfin pris connaissance de prévisions optimistes de la part de nos clients grands comptes dans le domaine de l'impression très grand format.

#### Office printing

Notre partenariat avec Conexant évolue de manière tout à fait satisfaisante, puisque la version embedded du RIP Harlequin équipera les machines d'un client important dont les premières livraisons sont attendues pour la fin de cette année, nous permettant de disposer d'une nouvelle source de chiffre d'affaires.

Au deuxième trimestre, nous avons également signé un accord de partenariat commercial du même type que celui signé avec Conexant avec un autre partenaire technologique, ce qui nous permettra de proposer notre technologie embedded à d'autres clients, et ainsi que développer encore notre chiffre d'affaires dans ce segment de marché.

Le fait que nous gagnons des clients dans ce segment de marché est le résultat des importants investissements faits ces dernières années en matière de technologie, et de notre choix de nous allier à des partenaires déjà présents dans ce marché. Je suis tout à fait convaincu que cette évolution va se poursuivre et s'accélérer au cours des prochaines années.

#### Knowledge worker applications

Ce trimestre, nous avons lancé la version 2.5 de gDoc Fusion qui comprend des améliorations importantes qui avaient été réclamées par les premiers adoptants de cette application.

Nos ventes en ligne restent faibles, mais augmentent mois après mois.

Nos ventes auprès des utilisateurs professionnels sont en progrès, en témoigne, entre autres contrats, la conclusion de corporate license plans avec la United States General Services Administration (l'agence chargée des achats des autorités fédérales américaines), ou avec le Home Office au Royaume Uni (au travers de Fujitsu). Je m'attends à ce que cette famille de clients commence à générer du chiffre d'affaires à compter du second semestre de l'exercice en cours.

Nous avons également commencé à proposer des offres groupées avec Mindjet et Quark à compter de la fin du deuxième trimestre. Je prévois que ces offres groupées, ainsi que les offres de même nature sur lesquelles nous sommes en train de travailler, vont commencer à générer du chiffre d'affaires à compter du second semestre de l'exercice en cours.

De manière usuelle, un client nous passe une importante commande chaque deuxième trimestre, mais pas cette année dans la mesure où ce client a encore un stock de licences suffisant pour couvrir son besoin au titre du trimestre en cours. L'absence de cette commande est la principale raison de la baisse du chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel eDoc ce trimestre par rapport au deuxième trimestre 2009. Sur la base des prévisions d'utilisation de son stock de licences qui nous ont été communiquées par notre client, je m'attends à ce qu'il nous adresse sa commande avant la fin du trimestre en cours.

#### (ii) Les faits marquants sur le plan financier

##### Résultats du premier semestre 2010

Les ventes réalisées au deuxième trimestre et au premier semestre 2010 ont été affectées par la poursuite du ralentissement économique que nous avons souligné lors de la publication des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2009 au mois de février dernier, et du premier trimestre de l'exercice en cours au mois d'avril dernier.

De fait, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 4 205 au premier semestre 2010, un montant inférieur de 21,2% à taux de change courants au chiffre de 5 339 réalisé à ce titre au premier semestre 2009.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel Print, et notamment celui réalisé dans le marché des arts graphiques, a continué à être médiocre, conduisant à un repli des ventes réalisées dans ce segment au premier semestre 2010 de 9,6% par rapport au premier semestre 2009, à taux de change constants.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment eDoc au premier semestre 2010 s'est affiché en repli de 67,7%, à taux de change constants, par rapport aux ventes réalisées dans ce même segment au premier semestre 2009, pour partie en raison d'un décollage plus lent qu'escompté des ventes de gDoc Fusion au premier semestre 2010, mais aussi du report par un client de sa commande annuelle de licences, qui est désormais attendue au second semestre de l'exercice en cours.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 6 295 au premier semestre 2010, contre 5 343 au premier semestre 2009, soit une hausse de 17,8% d'une période sur l'autre, à taux de change courants. Cette hausse a pour principaux fondements l'évolution défavorable de la parité Euro/livre sterling qui renchérit le montant des dépenses opérationnelles lors de leur conversion en euros, ainsi que les charges non récurrentes exposées au cours des six premiers mois de l'exercice en cours, et qui comprennent d'une part les coûts exposés au titre de la mise en œuvre, fin avril 2010, du plan de restructuration du Groupe, pour un total de 378, et d'autre part des dépréciations pour créances douteuses pour un total de 127.

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle retraitée de 1 807 au premier semestre 2010 (équivalente à -43,0% du chiffre d'affaires réalisé ce semestre), contre une perte opérationnelle retraitée de 466 au premier semestre 2009 (qui était équivalente à -8,7% du chiffre d'affaires réalisé au cours de ce semestre).

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt retraitée de 2 026 au premier semestre 2010 (soit une perte de € 0,20 par action), contre une perte avant impôt retraitée de 577 (soit une perte de € 0,06 par action) au premier semestre 2009.

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée de 2 177 au premier semestre 2010 (soit une perte de € 0,22 par action), contre une perte nette retraitée de 799 (soit une perte de € 0,08 par action) au premier semestre 2009

#### Flux de trésorerie du premier semestre 2010

Les activités opérationnelles du Groupe ont utilisé un flux net de trésorerie de 1 828 au premier semestre de l'exercice 2010 (équivalent à -43,5% du chiffre d'affaires consolidé réalisé ce semestre) alors qu'elles avaient dégagé un flux net de trésorerie de 600 au premier semestre de l'exercice 2009 (11,2% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au cours de ce semestre).

La trésorerie disponible au 1<sup>er</sup> janvier 2010 (qui s'élevait à 3 144) a permis au Groupe de financer ces besoins opérationnels, y compris ceux découlant du plan de restructuration pour un total de 354, et également d'autofinancer les investissements réalisés au cours du semestre pour un total de 600, et de conclure le semestre avec une trésorerie nette consolidée se montant à 1 070.

#### (b) Evolution prévue pour le reste de l'exercice en cours

Notre stratégie est claire : nous nous imposerons et ferons croître nos ventes dans les différents segments de marché sur lesquels nous avons décidé d'investir, et qui sont : l'impression commerciale (production printing), l'impression professionnelle (office printing) et les applications de gestion de documents électroniques (knowledge worker applications).

Nous avons réorganisé le Groupe pour le rendre plus en phase avec les conditions de marché et également pour être en mesure de disposer des compétences requises dans tous nos segments de marché, et avons pour ce faire recruté les talents nécessaires, qui vont nous permettre de mettre en œuvre notre plan stratégique. Il est clair que les conditions macro-économiques ne nous ont guère été favorables au cours des douze derniers mois, mais nous avons désormais achevé de faire les changements requis pour nous adapter à ce nouvel environnement.

Nous observons des signes tout à fait encourageants d'adoption de nos technologies dans nos nouveaux segments de marché, et de rebond de l'activité dans notre segment traditionnel. Nous avons travaillé sans relâche pour nous assurer que nos clients grands comptes restent concurrentiels parce que disposant d'une technologie de pointe, et continuerons à œuvrer dans ce sens à l'avenir. Nous avons conclu des partenariats tout à fait intéressants qui doivent permettre une adoption plus large et plus rapide tant de nos technologies d'embedded printing que de nos applications gDoc. Je prévois que cette évolution se traduise positivement au cours des deux prochains trimestres.

NOTE 4 : RISQUES SIGNIFICATIFS AUX PLANS OPERATIONNEL ET FINANCIER

(a) Au plan opérationnel

(i) Dépendance vis-à-vis des secteurs des arts graphiques & de l'impression numérique

L'essentiel du chiffre d'affaires du Groupe continue à provenir des ventes de solutions logicielles et de services associés aux intervenants des secteurs des arts graphiques et de l'impression numérique. Le succès futur du Groupe dépend étroitement d'une poursuite de la demande de ses produits par ces clients.

La direction du Groupe considère qu'un des facteurs importants de sa croissance a été l'évolution importante de ces secteurs, qui s'est traduite notamment par une concentration du nombre d'intervenants de ces secteurs et l'évolution technologique continue, se traduisant notamment par l'introduction de nouveaux langages de description de pages tels que XPS, le format de document fixe développé par Microsoft. Si cette tendance devait se ralentir dans le futur, il est possible que la demande de solutions telles que celles proposées par le Groupe soit moindre que prévue.

(ii) Incapacité à réaliser la transition vers de nouveaux produits ou de nouveaux marchés

Tout retard ou échec dans le développement ou la commercialisation de ses produits, y compris les mises à jour de produits existants, ou à anticiper les besoins de changement des clients comme les nouveaux besoins des marchés où le Groupe opère, pourrait avoir un effet négatif sur ses ventes et ses résultats. Dans le passé, le Groupe a réalisé une partie significative de son chiffre d'affaires dans la vente de produits nouveaux ou de nouvelles versions de produits existants (tels ses Raster Image Processors ou RIPs).

Le Groupe prévoit par ailleurs de lancer un nombre important de nouveaux produits ou de nouvelles versions de ses produits actuels, dont des versions host driver et embedded de son RIP, compatibles avec les dernières versions des systèmes d'exploitation (tels Windows 7), ou qui lui permettent de se positionner sur de nouveaux marchés, tels ceux visés par sa technologie de conversion de documents électroniques (Electronic Document conversion Libraries ou EDL), ou par sa famille d'applications gDoc.

L'incapacité du Groupe à inclure ses technologies-clés dans de nouvelles applications ou à les porter vers de nouvelles plateformes, à anticiper ou à répondre aux évolutions technologiques ou aux besoins des clients et aux attentes des marchés pourrait freiner l'acceptation par les clients de ses produits et avoir un effet négatif sur les ventes et sur les résultats du Groupe.

(iii) Protection inadaptée de ses technologies et droits de propriété intellectuelle

Le succès du Groupe dépend étroitement des technologies qu'il a inventées. Pour protéger ses droits en la matière, le Groupe s'appuie sur un ensemble de dispositions légales ayant trait à la propriété intellectuelle, au copyright, aux secrets de fabrication et au dépôt de marques, et sur la mise en place et le respect ultérieur d'accords de confidentialité ou de limites à l'usage par les tiers de ses droits de propriété intellectuelle.

Dans ce cadre, le Groupe est amené à conclure des accords écrits de confidentialité avec ses employés, ses prospects, ses clients grands comptes ou encore ses partenaires stratégiques, et à mettre en œuvre différentes mesures visant à restreindre l'accès à ses programmes, ses droits de propriété intellectuelle et aux technologies qu'il a inventées, et à en éviter la communication aux tiers.

Malgré ces efforts, dans le cas où de tels accords n'auraient pas été conclus à temps, n'auraient pas été respectés ou mis en œuvre de manière effective, le Groupe pourrait se trouver dans l'incapacité de protéger de manière efficace ses droits de propriété intellectuelle, toute action visant à faire respecter ses droits étant par nature onéreuse.

Des tierces parties non autorisées pourraient chercher à copier ou à obtenir une copie, distribuer ou utiliser les produits et les technologies développés par le Groupe. Assurer un suivi de l'utilisation frauduleuse des programmes développés par le Groupe n'est pas chose aisée. La direction du Groupe ne peut être certaine que les mesures prises pour empêcher une utilisation frauduleuse des technologies inventées par le Groupe seront pleinement efficaces, particulièrement dans les pays où les dispositions légales en la matière n'offrent pas les mêmes garanties que dans l'UE ou aux Etats-Unis.

Le code source des programmes développés par le Groupe fait lui aussi l'objet d'une protection en tant que secret de fabrication. Pour autant, lorsque cela est nécessaire, le Groupe concède des accords de licences sur ses codes sources à ses clients grands comptes ou ses partenaires techniques, ce qui crée un risque potentiel d'utilisation frauduleuse ou de détournement, en dépit de l'existence de dispositions contractuelles restrictives en matière de communication, distribution, copie ou utilisation du code source des produits qu'il a développés. Par ailleurs, il est possible pour des tiers non autorisés d'obtenir, de distribuer, de copier ou d'utiliser des informations confidentielles dont le Groupe est le propriétaire et de faire un travail d'ingénierie inverse sur les secrets de fabrication du Groupe.

Le Groupe est titulaire de brevets, et a déposé des demandes de brevets, aux Etats-Unis et dans l'Union européenne. Le Groupe n'a aucune certitude sur l'absence de remise en cause de ses brevets, sur le fait que les demandes de brevets qui ont été déposées seront acceptées, ou que les motifs qui ont permis l'obtention de brevets ou ceux qui fondent les demandes de brevets seront d'une force suffisante pour assurer une protection efficace des droits de propriété intellectuelle du Groupe.

(iv) Coûts liés à la défense et l'acquisition de droits de propriété intellectuelle

Dans le cadre de la mise en œuvre d'actions visant à faire valoir ses droits en matière de propriété intellectuelle, à acquérir de tels droits auprès de tiers, ou à se défendre dans le cas de violations supposées ou de contestations des droits de tierces parties, y compris d'antériorité en matière de brevets, le Groupe a été, et pourra être à l'avenir, partie à des demandes, des négociations ou des actions dilatoires dans ce domaine.

Le coût d'un litige ou d'une plainte en matière de droits de propriété intellectuelle est généralement élevé et est susceptible d'avoir un effet perturbant sur la marche du Groupe dans la mesure où de telles actions détournent l'énergie et l'attention de la direction et des personnes-clés au plan technique de la gestion quotidienne des affaires du Groupe.

Bien que jusqu'ici le Groupe ait été en mesure de faire échouer ou de résoudre avec succès les actions et les demandes en cette matière, rien ne garantit que cela sera le cas si de telles actions et demandes lui étaient faites à l'avenir.

Le Groupe pourrait également devoir payer cher le fait d'utiliser dans ses produits les droits de propriété intellectuelle de tiers. Le respect des droits détenus par des tiers en matière de propriété intellectuelle pourrait conduire le Groupe à débours des sommes importantes à ce titre, amener le Groupe à conclure des accords de licence ou prévoyant le versement de royalties dont les termes ne lui seraient pas favorables, empêcher le Groupe de commercialiser certains de ses produits, affecter les marchés sur lesquels le Groupe est présent, ou encore obliger le Groupe à conclure des accords avec ses clients aux termes desquels le Groupe s'engagerait à indemniser ces derniers, et qui pourraient comprendre

diverses clauses susceptibles d'avoir un effet défavorable sur la marche des affaires du Groupe.

(v) Caractère variable des résultats et facteurs expliquant cette variabilité  
Conséquence d'un ensemble de facteurs présentés dans le présent rapport, le chiffre d'affaires et les résultats consolidés du Groupe pour un trimestre donné sont difficiles à prévoir. Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe est susceptible de connaître une croissance moindre que prévue, voire, lors de certaines périodes, s'afficher en repli.

Par ailleurs, le Groupe communique de manière régulière des prévisions de résultats. Ces prévisions tiennent compte d'un certain nombre d'hypothèses, y compris certaines relatives aux prix de vente des produits, aux prévisions en matière de demande, aux fluctuations saisonnières de la demande, au poids de la concurrence, et à la manière dont les nouveaux produits ou les nouvelles versions de produits existants seront accueillis par les clients. Si une ou plusieurs de ces hypothèses s'avéraient inexactes, les résultats réels du Groupe pourraient être significativement différents de ceux anticipés, estimés ou projetés.

(vi) Environnement économique défavorable

La crise économique mondiale qui se poursuit a pesé et devrait continuer à peser sur les investissements faits par les clients dans les produits commercialisés par les clients du Groupe, particulièrement dans le segment opérationnel Print. Des ventes réduites par ses clients ont pour conséquence un niveau de vente moindre pour les produits du Groupe.

Par ailleurs, pour le cas où les clients du Groupe ne seraient pas en mesure de réaliser des ventes suffisantes ou de sécuriser le financement nécessaire à leur exploitation, ils pourraient se trouver dans l'impossibilité de procéder au règlement des sommes dues au Groupe, ou de ne le faire qu'avec retard, voire de modifier, repousser ou annuler les prévisions d'achat des produits commercialisés par le Groupe, ce qui ne manquerait pas d'avoir un effet défavorable sur le niveau des ventes du Groupe.

En outre, les charges opérationnelles du Groupe pourraient augmenter, en raison notamment de la nécessité d'augmenter les rémunérations, ce qui aurait un effet négatif sur les résultats et la situation financière du Groupe.

Lors de la préparation desdits états, la direction du Groupe est amenée à faire des estimations et à utiliser des hypothèses pour établir la valeur de certains postes de ces états financiers ou rédiger certaines notes annexes, qui sont, pour certaines d'entre elles, basées sur des prévisions de résultats futurs. L'environnement économique défavorable et la volatilité accrue qui en découle conduisent à augmenter le risque que les résultats réels du Groupe puissent être sensiblement des prévisions faites par la direction du Groupe, conduisant à la nécessité de constater des ajustements dans les états financiers consolidés des exercices futurs.

Merci de vous référer également à la note 4c du présent rapport pour une information sur les risques liés à l'utilisation d'estimations comptables et de prévisions.

(vii) Recrutement et rétention des personnes-clés

Une part importante du succès futur du Groupe dépendra de la continuité dans la composition de l'équipe de direction, aussi bien au niveau de la direction générale que des autres membres de cette équipe. Les personnes qui la composent ont une grande connaissance du Groupe et de son fonctionnement et la perte d'un des membres de cette équipe pourrait avoir des conséquences dommageables pour la marche du Groupe.



Celle-ci dépend aussi de sa capacité à attirer, retenir et motiver des personnes talentueuses et hautement qualifiées, notamment dans les domaines du développement et du support technique. La demande est forte et la concurrence intense pour ce type de profils.

Si le Groupe venait à ne plus être capable d'attirer puis de retenir ces personnes-clés, la marche de ses affaires pourrait en être affectée.

(b) Au plan financier

Les activités du Groupe l'exposent à un certain nombre de risques au plan financier, notamment de change, de crédit, de liquidité et de taux d'intérêts.

(i) Risque de change

Le Groupe a des activités dans diverses régions du monde et est de ce fait exposé aux risques de fluctuation des parités de changes de plusieurs devises, particulièrement la livre britannique et le dollar américain, qui affectent aussi bien les transactions commerciales futures que les actifs et passifs inscrits au bilan consolidé (notamment la trésorerie et les créances clients) ou les investissements nets réalisés dans les filiales étrangères.

Pour gérer le risque de change inhérent à certaines transactions commerciales futures, ou aux actifs et passifs inscrits au bilan consolidé (qui sont libellés dans une devise qui n'est pas la devise de fonctionnement de l'entité), certaines entités du Groupe ont recours à des contrats de ventes à terme de devises ou d'options de change souscrits auprès d'établissements financiers de premier plan, après revue et accord du directeur financier du Groupe.

- Contrats d'options de change

S'il l'estime nécessaire, le Groupe peut être amené à souscrire des contrats d'options de change, avec ou sans versement d'une prime initiale, visant à couvrir son risque de change, aux termes desquels le Groupe a la possibilité, mais non l'obligation, de convertir à la date d'échéance du contrat, un montant convenu de dollars américains en euros à un taux de change plafond ('strike price'), dans l'hypothèse où, durant toute la vie du contrat, le taux de change euro/dollar a toujours été supérieur à un taux de change plancher ('trigger rate') convenu. Dans le cas contraire, le Groupe est contraint de convertir la valeur du contrat en dollars au strike price à la date d'échéance du contrat.

Au 30 juin 2010, le Groupe ne disposait pas de tels contrats ayant une date d'échéance postérieure à cette date.

Ces contrats ont conduit le Groupe à enregistrer un gain de change s'élevant à 9 au premier semestre 2010, contre un gain de change égal à 12 au titre de tels contrats au premier semestre 2009.

- Contrats de ventes à terme de devises

La totalité des contrats d'options de change call livres sterling/put dollars américains et call euros/put dollars américains qui étaient en cours au 31 décembre 2009, de même que la totalité des quatre contrats d'options de change call euros/put dollars américains souscrits par la Société au mois de janvier 2010, ont été transformés en contrats de ventes à terme de dollars américains au cours du premier semestre 2010, par suite de l'atteinte des trigger rates au cours de cette période, conséquence d'un renforcement imprévu du dollar américain contre l'euro et la livre sterling.

Cette situation a amené le Groupe à enregistrer une perte de change au titre de ces contrats s'élevant à 124 au premier semestre 2010, laquelle comprend une provision pour risque de pertes au titre des contrats à échéance postérieure au 30 juin 2010 d'un montant de 74.

Par ailleurs, le Groupe a réalisé des investissements dans certaines filiales étrangères qui l'exposent à un risque de change. Le risque de change inhérent à l'investissement réalisé dans les filiales anglaise et américaine est couvert, lorsque cela est utile, au travers de la souscription d'emprunts libellés dans les devises correspondantes.

(ii) Risque de crédit

Les principaux instruments financiers qui sont susceptibles de faire courir au Groupe un risque de crédit sont les créances clients.

Dans la mesure où il propose et commercialise ses produits et services à une large base de clientèle, qui comprend aussi bien des grands comptes, des distributeurs, que des intégrateurs de systèmes, le Groupe estime que le risque de crédit est limité, même si un nombre relativement restreint de clients a contribué à réaliser une part importante du chiffre d'affaires du Groupe au cours des dernières années, en raison d'une certaine concentration de la demande dans les marchés servis par le Groupe.

Les dix principaux clients ont représenté environ 61,4% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier semestre 2010 (contre respectivement 56,6% au premier semestre 2009 et 57,0% pour l'ensemble de l'exercice 2009). Les cinq premiers clients du Groupe ont représenté environ 40,4% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier semestre 2010 (contre respectivement 41,7% au premier semestre 2009 et 41,3% pour l'ensemble de l'exercice 2009), alors que le premier client a représenté environ 14,1% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier semestre 2010 (contre respectivement 11,3% au premier semestre 2009 et 14,0% pour l'ensemble de l'exercice 2009).

(iii) Risque de liquidité

Du fait de la nature dynamique de ses activités, le Groupe cherche à se garantir une grande flexibilité dans le financement de ses activités en disposant de diverses facilités de crédit.

Néanmoins, compte tenu d'une trésorerie nette s'élevant à 1 070 et d'une absence de dettes financières au 30 juin 2010, le Groupe n'a pas jugé utile de chercher à disposer de telles lignes de crédit.

(iv) Risque de taux d'intérêts

Dans la mesure où le Groupe ne dispose pas d'actifs ou de passifs significatifs qui lui rapportent des produits d'intérêts ou lui coûtent des charges d'intérêts tant au 30 juin 2010 qu'au 31 décembre 2009, les résultats et les flux de trésorerie dégagés par son activité au cours du premier semestre 2010 n'ont pas été significativement affectés par les variations de taux d'intérêts.

Pour de plus amples informations sur ce point, merci de bien vouloir vous référer à la note 6 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010.

(c) Autres facteurs de risques significatifs

(i) Recours aux estimations comptables et utilisation de prévisions

La préparation des états financiers selon les normes comptables internationales oblige la direction du Groupe à faire certaines estimations comptables et à avoir recours à des prévisions. Elle requiert également de la part de la direction du Groupe un discernement dans la mise en œuvre des règles et méthodes comptables retenues par le Groupe, et le recours à des estimations et des hypothèses pour la détermination de certains montants indiqués tant à l'actif qu'au passif du bilan consolidé, ainsi qu'en produits ou en charges au compte de résultat consolidé.

Ces estimations et hypothèses sont basées sur des données historiques et divers facteurs jugés pertinents lors de la prise de décision, lesquels comprennent des prévisions de ventes et de flux de trésorerie correspondants, aussi bien pour des solutions logicielles éprouvées telles que le RIP software dont les ventes sont rapportées dans le segment d'activité Print, que des applications récemment lancées telles que gDoc Fusion, pour lesquelles la direction du Groupe prévoit une croissance significative d'une période à une autre dans les années à venir, et qui vont servir de bases à l'évaluation des postes d'actif et de passif dont le montant ne peut être obtenu directement d'une autre manière.

Il est tout à fait possible que les résultats réels futurs soient très différents de ceux estimés.

Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent font l'objet d'une revue régulière par la direction du Groupe. Toute révision des estimations comptables affecte le résultat de la période dans laquelle cette révision intervient si cette révision n'affecte que cette seule période, mais également les périodes futures si cela s'avère nécessaire.

Merci de vous référer aux notes 4a (ii) et 4c (ii) des états financiers consolidés résumés intermédiaires du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010 pour de plus amples informations sur les estimations comptables importantes et l'utilisation de prévisions de ventes et de trésorerie, ainsi que les risques qui en découlent, la révision des hypothèses retenues à une date donnée pouvant conduire à devoir déprécier la valeur nette comptable des écarts d'acquisition, des autres actifs incorporels (notamment ceux provenant de l'activation de frais de développement) ou encore des actifs d'impôt différé.

(ii) Changements à venir ou interprétations des principes comptables.

Comme indiqué à la note 2a des états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2010, le Groupe établit ses comptes consolidés selon les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS), révisés le cas échéant, et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés par l'Union européenne.

Les modifications apportées à ces règles, ou le retard pris dans l'adoption de nouveaux standards par l'Union européenne, sont susceptibles d'avoir un effet significatif sur les comptes du Groupe, voire d'affecter de manière rétrospective les résultats des exercices ou périodes passés.

Les principes comptables utilisés par le Groupe qui sont susceptibles d'être affectés par des exposés-sondages récemment publiés sont les suivants :

- le 31 mars 2009, l'IASB a soumis à commentaires un exposé-sondage sur les impôts sur les résultats, qui propose d'apporter des changements à la manière dont sont comptabilisés ces impôts ; l'IASB a prévu de publier un nouveau standard sur ces impôts dans le courant de l'année 2010 qui remplacera le standard actuel en la matière, IAS 12, Impôts sur le résultat,

- le 24 juin 2010, l'IASB et le FASB ont soumis à commentaires un exposé-sondage intitulé Revenue from Contracts with Customers ; l'IASB a prévu de publier un nouveau standard sur la reconnaissance et la comptabilisation du chiffre d'affaires au mois de juin 2011, qui remplacera les deux standards actuels en la matière : IAS 11, Contrats de construction et IAS 18, Chiffre d'affaires, ainsi que les interprétations y afférentes.

#### NOTE 5 : PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Merci de bien vouloir vous référer pour de plus amples informations sur ce point à la note 12 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010.

NOTE 6 : DONNEES RELATIVES AU PERSONNEL

(a) Localisation géographique

	30 juin 2010	31 décembre 2009
Royaume-Uni	55	67
Inde	3	30
Etats-Unis d'Amérique	13	18
Japon	2	3
Europe continentale	2	2
Total	75	120

L'essentiel de la variation des effectifs au cours du premier semestre 2010 a pour origine le plan de restructuration mis en œuvre fin avril 2010, qui s'est traduit par l'externalisation de 23 emplois existants au sein de notre filiale indienne, et le licenciement de 27 salariés, dont 14 outre-Manche, 7 outre-Atlantique et 5 en Inde.

(b) Ventilation par activité

	30 juin 2010	31 décembre 2009
Recherche-développement	35	74
Vente et support	24	32
Administration et autres	16	14
Total	75	120

NOTE 7 : DROITS DE VOTE ET ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS

(a) Droits de vote au 30 juin 2010

Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote double	10 881
Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote simple	10 278 900
Nombre total de droits de vote attachés aux actions ordinaires en circulation au 30 juin 2010	10 300 662

(b) Actionnaires significatifs

(i) Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation

Au 30 juin 2010, comme cela était également le cas au 31 décembre 2009, la Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation détenait 2 883 001 actions dans le capital de la Société (soit 28,01% du capital), auxquelles était attaché un nombre équivalent de droits de vote, représentant 27,98% du nombre total des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société au 30 juin 2010.

(ii) Autres actionnaires significatifs

Le 31 mars 2010, la Société a reçu une notification de KBC Asset Management NV l'informant que cette dernière détenait 517 180 actions (soit 5,02% du nombre d'actions formant le capital de la Société au 30 juin 2010), auxquelles était attaché un nombre équivalent de droits de vote, représentant 5,02% du nombre de droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société au 30 juin 2010.

A cette même date, le Groupe n'avait pas d'informations sur une détention par un autre actionnaire de plus de 5% du capital de la Société, ou de plus de 5% du total des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société.

(c) Actions détenues par les administrateurs

Actions détenues par les administrateurs au 30 juin 2010	254 785
% du capital détenu par les administrateurs au 30 juin 2010	2,5%
Variation au cours du premier semestre de l'exercice 2010	0

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES A GLOBAL GRAPHICS SA

Dans la mesure où Global Graphics n'a qu'un unique employé, et que la totalité du chiffre d'affaires réalisé par Global Graphics SA provient de la refacturation de frais de siège aux entités opérationnelles du Groupe, il n'est pas fourni d'informations sur les résultats sociaux de cette société au titre du premier semestre 2010, dans la mesure où ces informations n'ont pas été jugées pertinentes dans le cadre de la présentation des états financiers consolidés résumés intermédiaires du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

ATTESTATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER POUR LE  
PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2010

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés intermédiaires qui sont inclus dans le rapport financier du Groupe pour le premier semestre de l'exercice 2010 sont établis en conformité avec IAS 34, Information Financière Intermédiaire, et plus généralement, avec les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS), et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés par l'Union européenne, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du groupe Global Graphics au titre du premier semestre de l'exercice 2010.

J'atteste également que le rapport d'activité intermédiaire, qui est présenté ci-avant, présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, et fait notamment mention des événements importants survenus pendant le premier semestre de l'exercice 2010 et de leur incidence sur les comptes consolidés résumés intermédiaires établis au titre de cette période, des principaux risques et incertitudes affectant les six mois restants de l'exercice en cours, ainsi que des principales transactions entre parties liées intervenues au cours du premier semestre de l'exercice 2010.

Fait à Cambourne (Royaume-Uni), le 28 juillet 2010,

Gary Fry  
Directeur général